Table of Contents

Un mot d'encouragement aux troupes en Afghanistan....1

D'un remaniement ministériel à l'autre....2

Bouchard suivra MacKay de près....4

Jeu de chaise musicale à Ottawa....5

Prise deux....7

Stephen Harper maintient le cap....9

Otages sud−coréens : les négociations se poursuivent....11

Le Pakistan célèbre ses 60 ans....12

Les chars Leopard 2 ne seront pas plus sécuritaires....14

Les Afghans trop petits pour les fusils canadiens....15

La salade du chef....16

Harper change le cabinet, mais garde le cap....18

Le troisième souffle....20

Les chars Leopard 2 arrivent....22

Défis de taille pour trois promus....23

Le Québec, une région comme les autres.......25

Pas de "U−turn" pour Harper....27

Même équipe, nouveau départ; Après 18 mois au pouvoir, un remaniement à l'enseigne de "la continuité"....29

Correction de tir ?....32

Des ministres et des mots....34

Afghanistan: Harper corrige le tir; Bernier aux Affaires étrangères, MacKay à la Défense, Verner au Patrimoine....36

Timides bêlements pour le Mouton noir....39

Table of Contents

Le principe de Bernier....41

Soixante ans de turbulence....42

Les nouveaux char d'assaut ne seront pas d'un grand secours....44

Les Afghans trop petits pour manier nos fusils....46

Harper garde le cap....47

D'un remaniement à l'autre....49

[NOUVEAU CABINET A OTTAWA]....51

Mahmoud Ahmadinejad à Kaboul....55

Le Pakistan célèbre ses 60 ans....56

Harper remanie son cabinet pour donner un nouvel élan à son gouvernement....58

Un soldat polonais tué en Afghanistan....60

Afghanistan: les négociations sur les otages sud−coréens se poursuivent par téléphone....61

Les soldats afghans sont trop petits pour manier les fusils canadiens....62

Afghanistan: les chars Leopard 2 sont attendus dans les prochains jours....63

Un mot d'encouragement aux troupes en Afghanistan

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Actualités
PAGE:	16
PHOTO:	(Photo Rocket Lavoie) (Photo Rocket Lavoie)
DATELINE:	CHICOUTIMI
ILLUSTRATION:	MESSAGE – Les citoyens pouvaient signer le livre ettransmettre un message aux militaires en Afghanistan hier, au centre commercial Place du Royaume.; PROJET – L'adjudant–chef Philippe Clot supervise le projet "Message des Canadiens" sur le territoire du Québec.
WORD COUNT:	249

(LT) – Le projet "Message des Canadiens" a fait halte dans la région pour 24 heures afin de permettre aux personnes qui le désirent de faire parvenir un message officiel aux soldats déployés en Afghanistan.

L'adjudant–chef Philippe Clot est en charge du précieux livre dans le cadre de la tournée québécoise. Il a été mis à la disposition du public à Valcartier et Saint–Jean. Hier, les militaires de Bagotville ont eu l'opportunité de transmettre des messages au collègue en sol afghan et une tournée des bases de l'Ouest du pays doit avoir lieu après celle du Québec.

Les citoyens qui le souhaitaient pouvaient signer le livre et transmettre un message en fin d'après–midi alors que le livre a été placé sur une table au centre commercial Place du Royaume. L'objectif, selon l'adjudant–chef, est de recueillir un peu plus de 30 000 signatures et messages à travers le Canada.

L'initiative a été lancée par le caporal–chef Renay Groves. Ce dernier a proposé cette solution pour répondre aux Canadiens qui cherchaient un moyen de transmettre aux militaires déployés à l'étranger des messages d'encouragement et des remerciements pour le travail accompli. Le commandant en chef de la Défense nationale du Canada, le général Rich Hillier, le premier ministre du Canada Stephen Harper et au cours des dernières heures, le premier ministre Jean Charest, ont signé le livre et transmis des messages de soutien aux troupes. o

D'un remaniement ministériel à l'autre

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 11
SOURCE: La Presse
BYLINE: Marissal, Vincent
PHOTO: (Photo PC)
ILLUSTRATION: Stephen Harper
WORD COUNT: 905

S'il y a une chose très dure pour l'égo d'un chroniqueur politique, c'est de reculer dans le temps et d'aller lire ses vieux papiers pour réaliser à quel point il est parfois dans le champ.

Voici ce que votre modeste serviteur écrivait en janvier, il y seulement sept mois, à propos du précédent remaniement ministériel de Stephen Harper, celui qui avait amené triomphalement John Baird à l'Environnement à la place de la mal aimée Rona Ambrose :

"Il est trop tôt pour dire si le remaniement de Stephen Harper produira les fruits politiques espérés, mais il faut tout de même admettre qu'il a atteint son premier but : présenter une image plus attrayante ou moins repoussante, c'est selon, d'un gouvernement qui avait bien besoin d'un petit face lift."

Face lift? Quand on regarde ce qu'il en reste aujourd'hui, on dirait plutôt que ce grand coup de pub ne fut qu'une modeste injection de Botox faite en catastrophe pour cacher les plus gros défauts.

Mieux encore, voici ce que nous écrivions en manchette :

"Stephen Harper entame la deuxième année de son mandat avec un remaniement ministériel qui se veut plus qu'un simple jeu de chaises musicales. Avec la nomination du dynamique John Baird à l'Environnement, le premier ministre annonce déjà ses couleurs pour la prochaine campagne électorale: ce sera l'environnement tous azimuts."

L'environnement, cheval de bataille électoral, vraiment? Qui se souvient seulement du nom de John Baird, ce sauveur vert débarqué à la rescousse du gouvernement Harper?

Voilà bien le problème du gouvernement Harper : les ministres, toujours les mêmes, se promènent souvent – c'est le troisième cabinet en 18 mois – autour de la table du Conseil mais bien peu y ont laissé une trace indélébile. Ou alors pour les mauvaises raisons.

On dit souvent qu'un remaniement vise à donner un nouvel élan à un gouvernement. En fait, ils servent d'abord et avant tout à corriger ce qui cloche, dans le cas présent, Gordon O'Connor à la Défense et Bev Oda à Patrimoine.

M. O'connor était condamné depuis le printemps dernier. En fait, il a lentement tissé la corde avec laquelle il a fini pas se pendre à force de contradictions et de déclarations controversées dans le très délicat dossier de l'Afghanistan. Denis Coderre, le critique libéral en matière de Défense, doit être bien triste ce matin d'avoir perdu une si belle cible.

Bev Oda, elle, était condamnée dès le départ. Une unilingue anglophone, conservatrice, qui fuit les tapis rouges et qui boude la communauté artistique...Ses chances de survie dans ce milieu étaient minces et elle n'a rien fait pour s'aider non plus.

Stephen Harper a donc senti le besoin, une fois encore, de corriger ce qui cloche. Et rien ne dit qu'il ne devra pas recommencer avant les prochaines élections (surtout si elles ne viennent qu'en 2009). En effet, M. Harper a beau brasser et rebrasser ses trios, on ne voit toujours pas le plan de match. Pour cela, il faudra vraisemblablement attendre le prochain discours du Trône, à la mi−octobre.

Depuis quelques mois déjà, en fait depuis que ce gouvernement a rempli ses cinq promesses de la campagne de 2005, le cabinet Harper tourne en rond. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le gouvernement Harper souffre parce qu'il dure. Au départ, le stratège Harper avait prévu un plan de gouvernement minoritaire court, soit 12 à 18 mois. Pas pour deux, voire trois ans. Alors, le premier ministre improvise.

Le pire, c'est qu'il ne peut même pas frapper un grand coup en présentant un remaniement audacieux composé de quelques nouveaux noms parce qu'il n'y en a pas dans son caucus. Stephen Harper est comme Guy Carbonneau : il peut bien brasser ses trios tant qu'il veut pour secouer son équipe, le fait est qu'il lui manquera un Benoît Brière quand sa bande va s'essouffler l'hiver prochain. Donnons toutefois à Stephen Harper ce qui lui revient. Dans les circonstances, le grand rebrassage d'hier est plutôt réussi. Au sens électoraliste, du moins.

En donnant des promotions aux ministres Maxime Bernier et Josée Verner, il cherche évidemment à séduire l'électorat québécois à un mois de trois élections partielles cruciales au Québec (Outremont, Saint−Hyacinthe et Roberval, le 17 septembre).

La montée fulgurante de Maxime Bernier était attendue à Ottawa, en particulier par les médias du Canada anglais qui ont un faible pour ce jeune ministre présenté déjà comme un futur chef conservateur. Reste que l'atterrissage de ce politicien néophyte (il n'est député que depuis18 mois seulement) au prestigieux poste des Affaires étrangères a de quoi surprendre. M. Bernier n'a rien cassé à Industrie et il compte de nombreux détracteurs au sein de son propre gouvernement.

Vrai, il "passe" bien dans les médias et chez les électeurs conservateurs, mais son inexpérience pourrait lui nuire si ça se met à chauffer aux Communes. Il faut dire que M. Bernier sera bien encadré (pour ne pas dire surveillé) puisque le "vrai" ministre des Affaires étrangères, celui qui sort quand ça compte, c'est le premier ministre lui−même. C'est encore plus vrai avec Stephen Harper, qui a décidé de jouer à fond la carte du rôle du Canada dans le monde. Maxime Bernier risque de ne pas voir beaucoup de glace.

Quant au dossier Afghanistan, il est maintenant entre les mains du nouveau ministre de la Défense, Peter Mackay, qui vient de perdre les Affaires étrangères aux mains de Maxime Bernier. M. Mackay est lui aussi jeune, ambitieux et compétitif. Il sera probablement peu disposé à faire des faveurs à la nouvelle coqueluche de la colline parlementaire.

C H R O N I Q U E U R

Bouchard suivra MacKay de près

PUBLICATION: Le Quotidien
DATE: 2007.08.15
SECTION: Politique
PAGE: 7
BYLINE: FRANÇOIS ST−GELAIS
DATELINE: OTTAWA
WORD COUNT: 366

Le député bloquiste de Chicoutimi−Le Fjord, Robert Bouchard, compte suivre de très près le travail du nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, afin de s'assurer que les promesses d'investissements concernant l'avenir de la 3e Escadre de Bagotville se concrétisent.

"Toutes les bases militaires du pays sont en concurrence les unes par rapport aux autres. Or, il y des bases militaires dans la province d'où provient le nouveau ministre. Il faudra donc faire preuve de vigilance", a indiqué M. Bouchard, en fin de journée hier. Par contre, le député a admis que la communication avec Peter MacKay risquait d'être plus facile qu'avec son prédécesseur Gordon O'Connor, lequel ne parlait pratiquement pas français.

Pour le reste, Robert Bouchard, se montre bien peu impressionné par le remaniement ministériel effectué hier par Stephen Harper. Selon lui, ce brassage des cartes ne change rien aux grandes orientations prises par le gouvernement conservateur, et trahit l'essoufflement du gouvernement conservateur.

"Je constate que c'est le statu quo quant aux politiques misent de l'avant par Stephen Harper. Les mêmes ministres demeurent en place ou se livrent à un simple jeu de chaise musical. Rien ne va changer concernant le dossier du règlement fiscal ou la situation concernant l'Afghanistan, qui sont pourtant des préoccupations majeures des Québécois", affirme ce dernier.

M. Bouchard s'est aussi dit surpris que le ministre des Ressources humaines, Monte Solberg, garde ce poste en dépit des ratés majeurs qu'a connu l'été dernier le programme estival de placement et d'emploi étudiant qu'il avait mis en place. o

fst−gelais@lequotidien.com

"Peter MacKay est pris jusque par−dessus la tête dans les mêmes tentatives de censure, de cacher les choses et la même orientation d'ensemble, a précisé Stéphane Dion dans un entretien téléphonique. On ne peut pas dire qu'on est très optimistes quant aux vertus de ce changement."

"Au moment où Josée Verner est responsable des langues officielles, on a vu que le français est devenu une langue seconde dans l'armée canadienne, a affirmé Gilles Duceppe. C'est peu rassurant quand on devient ministre du Patrimoine."

Jack Layton s'est dit déçu que Stephen Harper se soit limité à modifier les responsabilités de "quelques ministres", au lieu d'imposer un réel changement de cap à son gouvernement.

Jeu de chaise musicale à Ottawa

PUBLICATION:	Le Quotidien
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Politique
PAGE:	6
SOURCE:	(Presse Canadienne)
PHOTO:	(Photos PC)
DATELINE:	OTTAWA
ILLUSTRATION:	Josée Verner, ministre du Patrimoine; Maxime Bernier,ministre des Affaires étrangères; Peter MacKay, ministre de la Défense
WORD COUNT:	842

Stephen Harper a brassé ses cartes et redistribué mardi les responsabilités au sein de son cabinet dans l'espoir de donner un nouvel élan à son équipe qui plafonne dans les sondages, un an et demi après son arrivée au pouvoir.

Un seul nouveau visage a fait son entrée au conseil des ministres, M. Harper préférant miser sur des élus qui détenaient déjà un portefeuille depuis plusieurs mois.

Le premier ministre a affirmé que la nouvelle mouture de son équipe "offrait aux Canadiens un choix clair: le choix entre un leadership fort qui fait progresser le Canada et une opposition faible qui ferait régresser les intérêts des familles et des contribuables".

Aucun de ceux qui siégeaient au cabinet n'en a été exclu, à l'exception de Carol Skelton, qui a laissé savoir au début du mois qu'elle prévoyait quitter la vie politique aux prochaines élections. Le réalignement témoigne cependant de l'évaluation que le premier ministre a fait du travail de chacun des membres de son équipe. Le Beauceron Maxime Bernier, en qui M. Harper semble avoir de plus en plus confiance, a ainsi été promu aux Affaires étrangères, l'un des postes les plus prestigieux du gouvernement.

"M. Bernier est un jeune ministre qui a une perspective très forte sur des affaires économiques. En même temps, pour le développement du gouvernement et son développement, je pense qu'il mérite un autre défi et j'espère et je pense qu'il va représenter le Canada d'une façon très efficace sur la scène mondiale", a souligné le chef conservateur.

Le Québécois de 44 ans remplace Peter MacKay, qui conservera un pied à l'international puisqu'il hérite de l'important portefeuille de la Défense.

Les deux hommes auront comme principal mandat de "vendre" la mission canadienne en Afghanistan aux Canadiens, et particulièrement aux Québécois, alors que s'amorce le tour de garde à Kandahar du Royal 22e Régiment, basé à Valcartier.

L'ancien militaire Gordon O'Connor, considéré comme l'un des maillons les plus faibles du gouvernement, s'en va au ministère du Revenu. Il s'agit clairement d'une rétrogradation, mais la chute aurait pu être bien plus douloureuse pour celui dont tous les partis d'opposition réclamaient la tête.

La cérémonie d'assermentation qui a eu lieu en après−midi à Rideau Hall, résidence de la gouverneure générale, a aussi confirmé la promotion de la députée de Louis−Saint−Laurent, Josée Verner, qui devient ministre du Patrimoine.

Elle change de place avec Bev Oda, qui a été critiquée pour sa gestion de la crise du Fonds canadien de télévision ainsi que pour celle des festivals et dont l'unilinguisme devenait gênant, à l'approche des célébrations du 400e anniversaire de Québec, en 2008. Le fédéral est très impliqué dans l'organisation de la fête, à laquelle il a déjà octroyé 110 millions $.

Première canadienne d'origine japonaise à devenir ministre, Mme Oda devient donc responsable de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Parmi les autres ministres qui ont un nouvel emploi figurent notamment Jim Prentice, qui prend les rènes à l'Industrie, et Chuck Strahl, qui s'occupera désormais des Affaires indiennes. Gerry Ritz, qui était Secrétaire d'État (Petite Entreprise et Tourisme) devient ministre de l'Agriculture. Sa promotion permet à Diane Ablonczy de faire son entrée au cabinet.

En comptant la leader du gouvernement au Sénat Marjory LeBreton, le nouveau cabinet compte 31 membres, dont sept femmes.

Quelque 60 personnes dont le général Rick Hillier et plusieurs hauts fonctionnaires ont assisté à la cérémonie à Rideau Hall. Le remaniement de mardi – le deuxième depuis le début de 2007 – a clairement pour objectif de revigorer le gouvernement conservateur, qui semblait essoufflé au printemps.

Dans une déclaration écrite, le premier ministre a indiqué qu'il entendait passer à "la prochaine phase" de son mandat, "l'étape suivante" au cours de laquelle le gouvernement accordera la priorité à la défense de la souveraineté et à l'unité canadienne, à l'économie – et notamment à la fiscalité – à la lutte "vigoureuse" contre le crime ainsi qu'à l'environnement.

D'après des sources, Stephen Harper aurait envie de s'attaquer à des projets de plus longue haleine, dont la réforme de l'économie. C'est pourquoi il aurait confié à ses meilleurs soldats des rôles–clefs.

"J'ai donné de nouvelles fonctions à certains ministres pour la prochaine étape de notre mandat pour élargir leur expérience et pour bâtir l'équipe à plus long terme. Ce sont des gens talentueux en tant qu'individus et groupe. Ils savent prendre position, ils savent où ils vont et ils travaillent fort", a–t–il insisté dans une allocution devant sa résidence officielle.

Les travaux parlementaires devaient normalement reprendre le 17 septembre. On s'attend toutefois à ce que Stephen Harper décide de proroger la session. D'après des sources, il ne convoquerait les élus qu'après les élections provinciales en Ontario, à la mi–octobre, et présenterait alors un nouveau discours du Trône.

D'autre part, la place de choix faite aux ministres du Québec dans la plus récente version du cabinet fédéral démontre l'importance qu'accordent les conservateurs à la province, sans l'appui de laquelle ils ne peuvent espérer obtenir une majorité au prochain scrutin.

Le nombre de ministre québécois est demeuré le même, soit six, mais les responsabilités de certains ont été augmentées considérablement. En comparaison, l'Ontario compte huit ministres, l'Alberta et la Colombie–Britannique cinq et les autres provinces un seul.

Les conservateurs subiront un important test électoral au Québec en septembre, avec les élections complémentaires dans les circonscriptions d'Outremont, St–Hyacinthe–Bagot et Roberval–Lac–Saint–Jean.

Prise deux

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.08.15
SECTION: Opinions
PAGE: 12
BYLINE: Rochette, Marc
WORD COUNT: 454

Avec un plafonnement dans les sondages et à l'aube d'une rentrée parlementaire, Stephen Harper a senti le besoin, hier, de fouetter ses troupes et, surtout, d'améliorer l'image de son gouvernement en procédant à un remaniement ministériel.

Il s'agit du deuxième exercice du genre en 18 mois de pouvoir. Et à chaque occasion, le but recherché (mais inavoué évidemment) est davantage de se débarrasser des boulets gênants que d'accorder des promotions à certains membres du cabinet.

On n'a qu'à se rappeler en janvier dernier quand le premier jeu de chaises musicales réalisé par le chef conservateur avait permis de mettre sur la touche Rona Ambrose et Vic Toews. La première avait peu de crédibilité à l'Environnement tandis que le second, à la Justice, avait embarrassé plus d'une fois son gouvernement par ses déclarations controversées.

Celle qui retenait davantage l'attention par son apparence que par ses compétences aura été "rapatriée" aux Affaires intergouvernementales alors que son collègue aura été "remisé" au Conseil du Trésor. C'en était fait du justicier masqué et de la femme−chat.

Non seulement ce coup de barre n'a−t−il pas eu d'impact sur les intentions de vote, mais la piètre performance du ministre de la Défense, Gordon O'Connor, en pleine mission canadienne en Afghanistan, aurait rendu difficile toute remontée potentielle dans l'opinion publique.

Et c'est pour cette raison que celui−ci a été sacrifié sur l'autel de la survie d'un gouvernement minoritaire. Tout comme Bev Oda dont le séjour au Patrimoine aura été aussi court que son nom. Quant à Peter MacKay, il n'a rien cassé aux Affaires étrangères, mais il hérite tout de même de la Défense. A surveiller.

C'est Maxime Bernier qui lui succède. Avec des soldats francophones qui se retrouvent de plus en plus sur le champ de bataille afghan alors que la participation canadienne est plutôt contestée au Québec, il fallait un porte−parole capable de communiquer et de convaincre, si possible, du bien−fondé de cette campagne militaire. Il y a aussi cette nomination de Josée Verner au Patrimoine. Elle aura eu la vie facile à la Coopération internationale. Tout comme ce fut le cas de Maxime Bernier à l'Industrie.

Mais on a beau se réjouir de voir ces ministres québécois accéder à des fonctions clés au sein du nouveau cabinet Harper, ce nouveau duo vedette se retrouve maintenant sous les feux de la rampe, avec tous les risques et les exigences que cela implique.

Ils devront maintenant faire la preuve qu'ils ne sont pas surévalués alors que leur timide performance a plutôt démontré le contraire jusqu'à présent.

En effectuant ce petit ménage avant les élections partielles du 17 septembre, force est d'admettre que Stephen Harper ne voyait pas un potentiel ministériel parmi ses candidats conservateurs.

Et c'est d'ailleurs son problème: il est limité dans ses choix pour constituer son cabinet. Ce qui ne l'a pas empêché, hier, de procéder à un remaniement.

Prise deux.

Stephen Harper maintient le cap

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois−Rivières)
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 6
SOURCE: La Presse
WORD COUNT: 590

Le premier ministre Stephen Harper est catégorique. Même s'il apporte des changements importants à son cabinet, son gouvernement n'a guère l'intention de changer de cap sur des questions telles que la mission canadienne en Afghanistan, la réduction des impôts, la protection de l'environnement ou encore la lutte contre la criminalité.

Le Canada restera donc en Afghanistan au moins jusqu'en février 2009, le gouvernement Harper entend réduire à nouveau les impôts des contribuables dès le prochain budget et le plan de lutte contre les changements climatiques, toujours critiqué par les écologistes, demeurera le même.

Après un an et demi au pouvoir, Stephen Harper a effectué hier son deuxième remaniement ministériel en huit mois. Le remaniement de janvier dernier visait à redorer le blason de son gouvernement au chapitre de la lutte contre les changements climatiques. Le remaniement d'hier visait à donner à son gouvernement de meilleurs communicateurs pour expliquer la mission canadienne en Afghanistan. Ainsi, le premier ministre a décidé de confier à Maxime Bernier l'important ministère des Affaires étrangères au moment même où la majorité des 2300 soldats canadiens en poste à Kandahar, la province la plus dangereuse de l'Afghanistan, proviennent du Royal 22e Régiment de la base militaire de Valcartier.

M. Bernier, qui était ministre de l'Industrie depuis le début du règne des conservateurs, prend ainsi la relève de Peter MacKay à la tête de la diplomatie canadienne. M. MacKay conservera un rôle dans le déploiement de troupes canadiennes à l'étranger puisqu'il est maintenant ministre de la Défense.

A ce titre, M. MacKay, qui est un communicateur habile, succédera à Gordon O'Connor, un général à la retraite qui a souvent mis le gouvernement Harper dans l'embarras en multipliant les déclarations contradictoires sur le travail des soldats canadiens en sol afghan. M. O'Connor a été rétrogradé au poste de ministre du Revenu pour combler le vide laissé par la ministre Carol Skelton, qui n'a pas l'intention de briguer les suffrages aux prochaines élections.

"Toutes les régions jouent un rôle important dans mon gouvernement. Et l'objectif de ce remaniement est de bâtir l'équipe à long terme pour élargir l'expérience de plusieurs ministres d'une manière qui garde la continuité des activités du gouvernement", a déclaré hier M. Harper en conférence de presse.

"Nous ne sommes pas ici pour annoncer de grands virages, des U−Turn, des agendas qui tombent du ciel. Nous sommes ici pour continuer nos efforts, pour accomplir notre travail, pour atteindre nos objectifs et ajouter une perspective à plus long terme", a ajouté le premier ministre.

Parmi les autres changements apportés hier, la nomination de Josée Verner au ministère du Patrimoine a été particulièrement bien accueillie au Québec. M. Verner, qui était responsable de l'Agence canadienne de développement international et des langues officielles, prend la relève de Bev Oda, fortement critiquée par les artistes au Québec et les organisateurs de festivals. Mme Oda s'est vu confier les anciennes fonctions de Mme Verner.

Homme de confiance de Stephen Harper, l'Albertain Jim Prentice passe des Affaires indiennes au ministère de l'Industrie; Chuck Strahl, de la Colombie−Britannique, devient ministre des Affaires indiennes après 18 mois à l'Agriculture. Gerry Ritz, ministre d'État responsable de la petite entreprise, originaire de la Saskatchewan, obtient une promotion en passant au ministère de l'Agriculture.

Enfin, pour maintenir le nombre de femmes à la table du cabinet (sept), M. Harper a promu la députée albertaine Diane Ablonczy au poste de secrétaire d'État (Petite entreprise et Tourisme). Elle est la seule députée à être ainsi promue.

Otages sud−coréens : les négociations se poursuivent

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 59
SOURCE: AP
DATELINE: GHAZNI, Afghanistan
WORD COUNT: 125

Au lendemain de la libération de deux femmes par les talibans en Afghanistan, les négociations sur le sort des 19 otages sud−coréens encore détenus se poursuivaient par téléphone entre les fondamentalistes et des responsables sud−coréens. Mais aucune nouvelle négociation directe en face à face n'était prévue pour l'heure, selon le Comité international de la Croix−Rouge (CICR).

Franz Rauchenstein, un responsable du CICR, a expliqué que les responsables étaient prêts à accueillir des nouvelles négociations directes dans les locaux du Croissant rouge afghan à Ghazni mais précisé que pour l'heure, les deux parties étaient en contact par téléphone. Deux responsables talibans et des responsables sud−coréens s'étaient retrouvés vendredi et samedi dans ces locaux.

Le Pakistan célèbre ses 60 ans

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Actualités
PAGE:	58
SOURCE:	AP
PHOTO:	AP
DATELINE:	ISLAMABAD
ILLUSTRATION:	Les gardes frontaliers pakistanais marchent lors d'unecérémonie, hier, à Wagha, une ville près de l'Inde. Le Pakistan célèbre le soixantième anniversaire de son indépendance.
WORD COUNT:	570

Des milliers de drapeaux aux couleurs nationales vert et blanc ont été hissés mardi dans tout le Pakistan, pour célébrer les 60 ans de l'indépendance de la Couronne britannique, le 14 août 1947. Mais l'anniversaire, qui sera fêté aujourd'hui en Inde, est assombri par la crise politique que traverse le pays et la violente montée de l'intégrisme islamique.

Le président, le général Pervez Musharraf, et son premier ministre Shaukat Aziz ont saisi l'occasion pour mettre en avant le rôle international joué par cet État musulman et exhorter la population à ne pas céder à l'extrémisme lors des prochaines élections législatives et présidentielles.

" J'appelle tous les citoyens pakistanais à s'impliquer dans le processus électoral et devenir les instruments d'une modération éclairée dans leur pays bien−aimé ", a dit Pervez Musharraf, qui briguera un nouveau mandat.

Mais le général−président n'a jamais été aussi contesté depuis le putsch de 1999 qui l'a porté au pouvoir. Sa tentative cette année pour limoger un magistrat jugé trop indépendant s'est soldée par des manifestations et des appels à une plus grande démocratie.

De son côté le chef du gouvernement a rappelé mardi la fierté du Pakistan d'être la seule puissance nucléaire musulmane du monde.

"Nous ne tolérerons jamais que quiconque regarde d'un mauvais oeil nos atouts nucléaires ", a−t−il lancé devant plusieurs centaines de responsables gouvernementaux, diplomates et écoliers à Islamabad. Et, a−t−il prévenu, " nous ne laisserons jamais une puissance étrangère interférer à l'intérieur de nos frontières ". Un avertissement apparent aux États−Unis, dont certains responsables ont évoqué la possibilité de frappes américaines sur des positions de terroristes au Pakistan.

Pressions des États−Unis

Les États−Unis font de plus en plus pression sur Pervez Musharraf pour que le Pakistan lutte davantage contre les militants liés au réseau terroriste Al−Qaïda et les fondamentalistes talibans actifs dans la région tribale du nord−ouest du pays, à la frontière afghane. Depuis la chute des talibans fin 2001 en Afghanistan et le ralliement d'Islamabad à la guerre contre le terrorisme de Washington, tout le Pakistan connaît une violente poussée fondamentaliste, et attentats−suicide et autres violences ont fait plus de 380 morts depuis début juillet.

A la veille de l'anniversaire de l'indépendance célébré mercredi en Inde, le Pakistan a renvoyé chez eux 134 prisonniers indiens qui avaient franchi illégalement la frontière. L'Inde a fait de même mardi, libérant 70 prisonniers pakistanais.

Frères ennemis

Les frères ennemis d'Asie du Sud ont engagé ces dernières années des négociations destinées à normaliser leurs relations et régler la question de la province himalayenne du Cachemire, à l'origine de deux des trois guerres qu'ils se sont livrées depuis 1947.

Dans la nuit, la population était descendue dans les rues de la capitale, d'ordinaire tranquilles, pour fêter l'indépendance en motos ou voitures ornées du drapeau pakistanais. Des feux d'artifice ont été tirés, bravant les pluies de la mousson. A Karachi, deux femmes ont été tuées par des balles perdues à la suite de tirs lors des célébrations dans la nuit, selon Sarwar Channa, un médecin de l'Hôpital civil de la ville. Dix−neuf personnes ont été blessées.

Hier matin au lever du jour, 31 coups de canon ont été tirés à Islamabad. Toute la pompe militaire a été déployée pour la relève de la garde au mausolée dédié à Mohammed Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan, à Karachi. Les cérémonies de lever des couleurs et le tir de 21 coups de canons ont eu lieu également dans les capitales des quatre provinces pakistanaises.

Les chars Leopard 2 ne seront pas plus sécuritaires

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Actualités
PAGE:	24
SOURCE:	PC
PHOTO:	ARCHIVES
DATELINE:	KANDAHAR, Afghanistan
ILLUSTRATION:	Les nouveaux tanks Leopard 2, similaires à celui−ci, que leCanada a emprunté de l'Allemagne, arriveront dans les prochains jours en Afghanistan.
WORD COUNT:	403

Attendus dans les prochains jours en Afghanistan, les nouveaux tanks empruntés par le Canada à l'Allemagne n'atténueront pas la menace que représentent les bombes artisanales pour la vie des soldats, a convenu mardi un officier canadien.

Les bombes artisanales, où les engins explosifs improvisés (EEI) dans le jargon militaire, sont pourtant la menace que redoutent le plus les soldats canadiens en mission dans la province de Kandahar, la région la plus violente d'Afghanistan. Dissimulées le long des routes, des pistes et des sentiers, en attendant le passage d'un convoi, ces bombes meurtrières ont causé la mort de 18 des 22 soldats canadiens tués dans le pays depuis six mois.

Contre ces machines à tuer artisanales faciles à fabriquer et tant prisées par les talibans, les 20 chars Leopard 2 prêtés par l'Allemagne − qui remplaceront en Afghanistan les Leopard 1 vieux de 30 ans − ne seront pas d'un grand secours.

" Ils ne sont pas faits pour ça ", a souligné le lieutenant colonel Stéphane Lafaut, qui s'est entretenu avec les journalistes canadiens à camp Shiraz, près de la base de Kandahar, à la veille de son entrée en fonction à titre de commandant des équipes de liaison et de mentorat opérationel (ELMO), chargées de l'entraînement de l'armée nationale afghane (ANA). A ce titre, il succédera au lieutenant colonel Wayne Eyre.

En avril dernier, lors de l'annonce du renouvellement de la flotte de chars, le ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor, vantait les vertus des Leopard 2, disant qu'ils offraient " une meilleure protection " contre les engins explosifs et les mines.

Or, en Afghanistan, ce ne sont nullement les chars qui sont la cible des poseurs de bombe mais les véhicules de transport des troupes, sur roues, comme les véhicules blindés légers (VBL), les RG−31 et les Bisons.

Les talibans osent rarement s'attaquer aux chars de combat, conscients qu'ils ont peu de chance de percer l'épaisse armure blindée du véhicule à chenilles ou de seulement même le faire basculer.

Selon des données compilées par la Canadian American Strategic Review (CASR), la dernière attaque répertoriée contre un char Leopard en Afghanistan remonte au 10 juillet dernier, lorsque l'explosion d'une bombe artisanale à 25 kilomètres à l'est de Kandahar a blessé deux soldats.

Le lieutenant colonel Lafaut n'en pense pas moins que le déploiement des nouveaux chars est susceptible de faire une " différence " sur le terrain en projetant une image de puissance aux yeux des talibans.

Les Afghans trop petits pour les fusils canadiens

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 24
SOURCE: PC
DATELINE: KANDAHAR, Afghanistan
WORD COUNT: 289

La petite taille relative des soldats afghans explique en partie les délais de livraison des fusils canadiens d'assaut C−7 à l'armée nationale afghane, a révélé hier un officier canadien.

" Les Afghans sont plus petits que les Canadiens, alors nous devons raccourcir la crosse (des fusils C−7) ", a confié le lieutenant colonel Wayne Eyre, qui vient de terminer un mandat de plusieurs mois à la tête des équipes de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) chargées de former la nouvelle direction de l'Armée nationale afghane (ANA).

Le lieutenant colonel Eyre a rencontré la presse à camp Shiraz, près de la base de Kandahar, à la veille de passer le commandement de l'ELMO à son homologue Stéphane Lafaut, du Royal 22e Régiment.

Le ministère de la Défense s'est engagé, le printemps dernier, à fournir aux troupes afghanes des munitions et des fusils d'assaut C−7 du même type que ceux qu'utilisent les soldats canadiens. Le C−7 est l'équivalent américain du M−16, l'une des armes de combat les plus couramment utilisées par les armées modernes occidentales.

Les soldats afghans utilisent pour la plupart de vieilles reliques souvent défectueuses de mitraillettes AK−47 remontant à l'ère soviétique ou leurs équivalents chinois et hongrois.

Plus précis, tirant à plus longue portée que les AK−47, les fusils C−7 permettront à l'armée afghane d'être plus efficace sur le terrain, a affirmé récemment un haut gradé afghan. Dans un contexte où la Défense nationale canadienne souhaite que les Afghans prennent en charge le plus tôt possible les opérations de combats à la place des Canadiens, le renouvellement de l'arsenal de l'ANA prend une importance particulière.

Mais le processus prend du temps. Le transfert d'armes, qui implique aussi un transfert de technologie, est régie par toutes une série de conventions internationales et la bureaucratie est lourde, dit Stéphane Lafaut.

La salade du chef

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.08.15
SECTION: Forum
PAGE: 20
SOURCE: Collaboration spéciale
BYLINE: Bergeron, Pierre
WORD COUNT: 774

Stephen Harper rebrasse ses cartes pour une deuxième fois en huit mois mais son plan de match reste le même. A défaut de changer son message, il change les porte−voix en espérant qu'on va finir par entendre.

Le premier ministre n'a pas fait dans la dentelle pour manifester son mécontentement face à la performance de certains membres de son " nouveau gouvernement ", en particulier O'Connor à la Défense et Oda au Patrimoine. On cherche cependant derrière le remaniement d'hier la stratégie qui donnera un nouveau souffle à son administration et distancera son parti des libéraux de Stéphane Dion. Cet exercice de restructuration à la fois sage et timide vise à redonner à son gouvernement le lustre, l'élan et la direction perdus au cours de la dernière session parlementaire sans perdre de vue l'objectif toujours fuyant d'une majorité au Parlement lors des prochaines élections. Il n'y parviendra pas. " Pas de grand virage, pas d'objectifs tombés du ciel ", a−t−il affirmé.

On est loin des cinq priorités clairement définies lors de la prise du pouvoir en janvier 2006. Tant que les objectifs et la direction étaient bien identifiés, tant que les libéraux se cherchaient un chef, tant que le premier ministre tenait fermement les rênes du pouvoir, tant que ses ministres n'avaient pas atteint leur niveau d'incompétence, Stephen Harper pouvait même garder en vue l'objectif d'une majorité. Aujourd'hui, rien n'est moins certain. L'Afghanistan, l'environnement et l'affaire Arar se sont chargés de ramener sur terre un gouvernement qui a vite montré les carences d'une extrême concentration du pouvoir et d'une équipe aux talents inégaux et parfois limités.

Le remaniement d'hier vise surtout à corriger de sérieuses lacunes de communications. En gardant le contrôle absolu sur les messages depuis l'élection, Stephen Harper a lui−même accentué les déficiences de son administration et mis en évidence les faiblesses évidentes de certains ministres. L'éviction de Gordon O'Connor de la Défense et son remplacement par Peter MacKay en est la meilleure illustration. Sa gestion de l'affaire des prisonniers afghans et ses démêlés avec le chef d'État major Rick Hillier sur la mission canadienne ont démontré qu'il ne suffit pas d'être un ancien soldat pour faire un bon ministre de la Défense. Peter MacKay apporte à la Défense son expérience des Affaires étrangères et ses talents de communicateur, en autant que le premier ministre lui donnera suffisamment d'espace pour manoeuvrer sur le terrain miné de notre présence en Afghanistan.

La promotion de Maxime Bernier aux Affaires étrangères (et à la Francophonie) sert davantage des objectifs tactiques au Québec que stratégique sur le plan des relations internationales. Lui aussi bon communicateur, Maxime Bernier ira au front lorsque, inévitablement, des soldats de Valcartier reviendront dans des cercueils. Quant aux grandes orientations de la politique étrangère canadienne, comme tous les grands dossiers de son administration, elles demeureront sans doute sous la houlette du premier ministre,.

Le départ de Bev Oda du Patrimoine laisse totalement indifférent. Mauvaise communicatrice, unilingue, la ministre déchue s'est cantonnée dans la micro−gestion d'un ministère de haute visibilité linguistique et culturelle. Sa présence à la Coopération internationale n'est pas de bon augure.

Pour sa part, Josée Verner prend du galon et arrive au Patrimoine avec son expérience de l'ACDI et des Langues officielles. Sans être une ministre flamboyante, elle part sans doute avec la conviction qu'elle ne peut faire pire que celle qu'elle remplace. Elle devra cependant hausser son jeu d'un cran afin de performer à la hauteur des attentes du premier ministre dans des dossiers culturels d'une grande signification comme les programmes de subventions aux organismes culturels et les Fêtes du 400e de Québec. En conservant les Langues officielles, elle assure que ce dossier gardera une sensibilité et une visibilité politiques qui aurait échappé entièrement à Bev Oda.

Le remaniement d'hier, ajouté à celui du 4 janvier (Baird à l'Environnement et Toews au conseil du Trésor), jette un éclairage particulier sur la difficulté de Stephen Harper à faire grandir son équipe et la faire avancer à son rythme. En concentrant beaucoup trop autour de lui le pouvoir, les directions et le message, il a démontré par ses lacunes que la valeur d'une administration ne réside pas uniquement dans le talent du chef mais aussi dans la capacité de ses équipiers d'assumer une partie du fardeau et de son leadership.

Harper change le cabinet, mais garde le cap

PUBLICATION:	Le Droit
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Manchette
PAGE:	2
SOURCE:	La Presse
BYLINE:	Bellavance, Joël−Denis
PHOTO:	Presse Canadienne
ILLUSTRATION:	Le premier ministre Stephen Harper passe devant son nouveauministre de la Défense, Peter MacKay, de son collègue au Revenu, Gordon O'Connor et de la nouvelle ministre de la Coopération internationale, Bev Oda.
WORD COUNT:	723

Le premier ministre Stephen Harper est catégorique. Même s'il apporte des changements importants à son cabinet, son gouvernement n'a guère l'intention de changer de cap sur des questions telles que la mission canadienne en Afghanistan, la réduction des impôts, la protection de l'environnement ou encore la lutte contre la criminalité.

Le Canada restera donc en Afghanistan au moins jusqu'en février 2009, le gouvernement Harper entend réduire à nouveau les impôts des contribuables dès le prochain budget et le plan de lutte contre les changements climatiques, toujours critiqué par les écologistes, demeurera le même.

Après un an et demi au pouvoir, Stephen Harper a effectué hier son deuxième remaniement ministériel en huit mois. Le remaniement de janvier dernier visait à redorer le blason de son gouvernement au chapitre de la lutte contre les changements climatiques. Le remaniement d'hier visait à donner à son gouvernement de meilleurs communicateurs pour expliquer la mission canadienne en Afghanistan. Ainsi, le premier ministre a décidé de confier à Maxime Bernier l'important ministère des Affaires étrangères au moment même où la majorité des 2300 soldats canadiens en poste à Kandahar, la province la plus dangereuse de l'Afghanistan, proviennent du Royal 22e Régiment de la base militaire de Valcartier.

M. Bernier, qui était ministre de l'Industrie depuis le début du règne des conservateurs, prend ainsi la relève de Peter MacKay à la tête de la diplomatie canadienne. M. MacKay conservera un rôle dans le déploiement de troupes canadiennes à l'étranger puisqu'il est maintenant ministre de la Défense.

A ce titre, M. MacKay, qui est un communicateur habile, succédera à Gordon O'Connor, un général à la retraite qui a souvent mis le gouvernement Harper dans l'embarras en multipliant les déclarations contradictoires sur le travail des soldats canadiens en sol afghan. M. O'Connor a été rétrogradé au poste de ministre du Revenu pour combler le vide laissé par la ministre Carol Skelton, qui n'a pas l'intention de briguer les suffrages aux prochaines élections.

" Toutes les régions jouent un rôle important dans mon gouvernement. Et l'objectif de ce remaniement est de bâtir l'équipe à long terme pour élargir l'expérience de plusieurs ministres d'une manière qui garde la continuité des activités du gouvernement ", a déclaré hier M. Harper en conférence de presse.

Pas de grands virages

" Nous ne sommes pas ici pour annoncer de grands virages, des U−Turn, des agendas qui tombent du ciel. Nous sommes ici pour continuer nos efforts, pour accomplir notre travail, pour atteindre nos objectifs et

ajouter une perspective à plus long terme ", a ajouté le premier ministre.

Parmi les autres changements apportés hier, la nomination de Josée Verner au ministère du Patrimoine a été particulièrement bien accueillie au Québec. M. Verner, qui était responsable de l'Agence canadienne de développement international et des langues officielles, prend la relève de Bev Oda, fortement critiquée par les artistes au Québec et les organisateurs de festivals. Mme Oda s'est vu confier les anciennes fonctions de Mme Verner.

Homme de confiance de Stephen Harper, l'Albertain Jim Prentice passe des Affaires indiennes au ministère de l'Industrie ; Chuck Strahl, de la Colombie−Britannique, devient ministre des Affaires indiennes après 18 mois à l'Agriculture. Gerry Ritz, ministre d'État responsable de la petite entreprise, originaire de la Saskatchewan, obtient une promotion en passant au ministère de l'Agriculture.

Enfin, pour maintenir le nombre de femmes à la table du cabinet (sept), M. Harper a promu la députée albertaine Diane Ablonczy au poste de secrétaire d'État (Petite entreprise et Tourisme). Elle est la seule députée à être ainsi promue.

Les autres ministres influents du cabinet, soit James Flaherty (Finances), Lawrence Cannon (Transports), Rob Nicholson (Justice), David Emerson (Commerce international), Monte Solberg (Ressources humaines), Stockwell Day (Sécurité publique), Vic Toews (Conseil du Trésor), Tony Clement (Santé), et Michael Fortier (Travaux publics) conservent les mêmes responsabilités.

Les trois partis d'opposition ont immédiatement critiqué ce brassage de cartes du premier ministre.

De son côté, le premier ministre Stephen Harper a défendu son ministre, que plusieurs voient comme son dauphin au sein du Parti conservateur.

" M. Bernier est un jeune ministre qui a une perspective très forte sur les affaires économiques. En même temps, pour le développement du gouvernement et son développement, je pense qu'il mérite un autre défi. Je pense qu'il va représenter le Canada d'une façon très efficace sur la scène internationale ", a dit M. Harper.

Le troisième souffle

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.15
SECTION: Éditorial
PAGE: 26
BYLINE: Noreau, Pierre−Paul
WORD COUNT: 593

En accordant hier d'importantes promotions aux ministres Maxime Bernier et Josée Verner et en rétrogradant leurs collègues ontariens Gordon O'Connor et Bev Oda, le premier ministre, Stephen Harper, vient officiellement de placer la réélection de son gouvernement entre les seules mains des Québécois. Le vote francophone devra assurer la survie des siens la prochaine fois, sinon Stéphane Dion risque fort d'être en mesure de chasser le chef conservateur du 24, Sussex.

Il est pour le moins risqué, en effet, de lever le nez, comme vient de le faire Stephen Harper, sur une province aussi populeuse que celle du premier ministre Dalton McGuinty.

Dans une élection fédérale, l'Ontario représente le tiers de la députation à la Chambre des Communes, soit 106 des 308 sièges. Or, le remaniement d'hier, loin d'améliorer la chambranlante cote d'amour des conservateurs dans la province voisine, ajoute au contraire à la menace qui plane au−dessus de la tête de certains des 41 conservateurs actuellement élus.

En accroissant le poids du Québec au sein du cabinet conservateur au détriment direct de celui de l'Ontario, Stephen Harper avoue ouvertement qu'il ne voit aucun réel potentiel de croissance pour les siens au pays des chutes Niagara.

Pas étonnant qu'un sondage réalisé au cours des derniers jours par la maison SES Research indique que les électeurs ontariens sont désormais plus enclins à voir le chef libéral comme un meilleur premier ministre du Canada que l'actuel titulaire.

Concentrés à Toronto, les faiseurs d'opinion du Canada anglais vont sans doute les conforter dans ce choix avec le jeu de chaise musicale d'hier. Il faut reconnaître que le premier ministre s'est exposé à la critique en faisant faire un bond prodigieux au ministre Maxime Bernier.

En accédant au prestigieux poste des Affaires étrangères, un fauteuil normalement confié à un solide politicien d'expérience, l'élu beauceron est tout à coup devenu l'une des trois figures emblématiques du pouvoir fédéral aux côtés du premier ministre Harper et du ministre des Finances, Jim Flaherty. Rien de moins.

Quant à sa collègue Josée Verner passée de la Coopération internationale au Patrimoine canadien et à la Condition féminine, elle a quitté les rangs juniors pour un poste convoité, comportant une véritable liberté d'action et beaucoup plus de potentiel de visibilité.

La région de la capitale n'a surtout pas à se plaindre de cet avantageux brassage de cartes, surtout dans le contexte des Fêtes à venir du 400e anniversaire de Québec, même si avec le pouvoir et la visibilité viennent aussi les occasions de critiques et les risques de dérapage pour ces deux élus à l'expérience politique tout de même limitée.

Il reste qu'en présentant une troisième équipe ministérielle en seulement 18 mois de pouvoir, Stephen Harper fait aussi un aveu de faiblesse. Il reconnaît qu'il doit colmater des brèches pour espérer se détacher des

libéraux. Il l'avait déjà fait en janvier dernier en déplaçant sa ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, et son ministre de la Justice, Vic Toews.

Cette fois, le ministre de la Défense et sa collègue du Patrimoine sont pointés comme les responsables des problèmes d'image des conservateurs. Mais comme Stephen Harper a tenu jusqu'ici à tout contrôler, il doit être considéré comme le premier responsable de l'actuelle incertitude autour des siens.

La suite ne sera pas facile. La mission en Afghanistan va continuer d'être un lourd boulet dans les prochains mois pour quelqu'un qui, comme le chef conservateur, doit se lancer dans un sprint final. Surtout dans un contexte où le studieux et besogneux Stéphane Dion arrivera lui aussi dans la prochaine campagne avec un solide plan de match à proposer aux Canadiens.

ppnoreau@lesoleil.com

Les chars Leopard 2 arrivent

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 19
SOURCE: PC
DATELINE: Kandahar
WORD COUNT: 186

Attendus dans les prochains jours en Afghanistan, les nouveaux tanks empruntés par le Canada à l'Allemagne n'atténueront pas la menace que représentent les bombes artisanales pour la vie des soldats, a convenu hier un officier canadien.

Les bombes artisanales sont pourtant la menace que redoutent le plus les soldats en mission dans la province de Kandahar. Dissimulées le long des routes, ces bombes ont causé la mort de 18 des 22 soldats canadiens tués dans le pays depuis six mois.

Contre ces machines à tuer tant prisées par les talibans, les 20 chars Leopard 2, qui remplaceront les Leopard 1 vieux de 30 ans, ne seront pas d'un grand secours.

"Ils ne sont pas faits pour ça", a souligné le lieutenant−colonel Stéphane Lafaut. En avril, l'ancien ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor, a pourtant vanté ses vertus. Or, en Afghanistan, ce ne sont pas les chars qui sont la cible des poseurs de bombes, mais les véhicules blindés légers (VBL), les RG−31 et les Bisons.

Les talibans osent rarement s'attaquer aux chars de combat, conscients qu'ils ont peu de chance de percer l'épaisse armure blindée du véhicule.

Défis de taille pour trois promus

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 5
BYLINE: Giroux, Raymond
PHOTO: PC
ILLUSTRATION: Maxime Bernier, aux Affaires étrangères, devra convaincreles Québécois et les francophones en général du bien−fondé de la présence canadienne en Aghanistan.
WORD COUNT: 529

Peter MacKay à la Défense nationale

Le Canada doit décider s'il demeurera en Afghanistan et à quel titre après le retour des militaires du 22e Régiment, en février 2009. Le nouveau ministre devra convaincre les Canadiens, et surtout les Québécois, du bien−fondé de cette mission dont le sort sera décidé par le Parlement, l'an prochain. Soixante−six militaires et un diplomate canadiens ont déjà perdu la vie dans ce pays.

Les conservateurs ont pris des engagements de près de 25 milliards $ pour l'achat et l'entretien de nouvel équipement militaire. Les contrats se signent à la pièce, sans que le ministère ait rendu public son plan d'action global, et souvent sans lien avec le programme officiel du Parti conservateur. M. MacKay a du pain sur la planche dans ce dossier.

Une armée ne peut avoir deux chefs. Or, les chefs militaires et l'ancien ministre Gordon O'Connor, lui−même ancien militaire, se contredisaient régulièrement, autant sur la question des objectifs que sur les choix d'équipement et les questions de stratégie. Le nouveau ministre devra montrer que les grandes décisions appartiennent aux élus du peuple.

Josée Verner au Patrimoine et à la Condition féminine

Les conservateurs n'ont jamais eu bonne image auprès de la communauté culturelle et artistique, et cette réputation est encore plus basse au Québec à la suite de la querelle sur l'argent des festivals. L'unilinguisme de l'ancienne ministre Bev Oda et son parti pris pour le secteur privé n'ont rien fait pour aider le gouvernement, et Mme Verner devra travailler fort pour retisser des liens de confiance jusqu'ici fort ténus.

Les libéraux de Stéphane Dion font de la culture une de leurs priorités pour les prochaines élections. Ils avaient la partie facile contre une Mme Oda peu communicatrice, mais si elle est bien entourée et conseillée, Mme Verner peut contrer au moins en partie cette offensive. Si les Québécois la connaissent assez bien pour l'avoir vue souvent sur les petits écrans, elle part cependant à zéro du côté du Canada anglais.

Les conservateurs sont en souffrance de crédibilité auprès des femmes en général à cause de leurs politiques militaristes, disent les sondages, et des groupes de femmes en particulier depuis l'abolition des bureaux régionaux responsables de la Condition féminine. Mme Verner pourra−t−elle à elle seule renverser cette tendance?

Maxime Bernier aux Affaires étrangères

L'Afghanistan : il lui revient par défaut de porter le fardeau de convaincre les Québécois et les francophones en général du bien−fondé de la présence canadienne dans ce conflit. Car si M. MacKay n'avait pas réussi aux

Affaires étrangères, il ne sera pas d'une plus grande utilité à la Défense nationale, sur ce point.

Le nouveau ministre, issu du milieu des affaires, était relié, avant sa carrière politique, à une organisation économique opposée aux interventions étatiques. Cette philosophie le rapproche des républicains de George W. Bush et soulèvera maintes interrogations dans les milieux nationalistes canadiens.

Les dossiers internationaux ne sont pas à la portée de tous, même si les grandes politiques sont décidées par le premier ministre lui−même. M. Bernier comme son mentor, Stephen Harper, a une tendance à voir la société en blanc et noir, mais il lui faudra maîtriser les variantes du gris avant de se présenter sur la scène internationale.

rgiroux@lesoleil.com

Le Québec, une région comme les autres...

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 3
BYLINE: Giroux, Raymond
DATELINE: Ottawa
WORD COUNT: 432

Stephen Harper n'a pas mordu à l'hameçon : les Québécois n'ont pas à se sentir particulièrement privilégiés par la nomination de Maxime Bernier et de Josée Verner à des ministères prestigieux.

Certains médias ont bien tenté de faire dire au chef conservateur que le remaniement d'hier visait entre autres à améliorer l'image des conservateurs au Québec, mais en vain.

Ainsi, le nouveau ministre des Affaires étrangères "va représenter le Canada d'une façon très efficace sur la scène mondiale", a–t–il dit, mais sans plus. Le premier ministre laisse parler son nouveau cabinet de lui–même.

Réponses "en général"

M. Harper a même carrément refusé d'expliquer les conséquences politiques de ses nominations pour le Québec, disant qu'il préférait répondre "en général" à une question en ce sens.

"Évidemment, admet–il, nous avons des ministres dans des dossiers importants pour les Québécois. Les Affaires étrangères sont toujours importantes pour les Québécois, selon mon expérience, les arts et la culture aussi."

"Mais toutes les régions jouent un rôle important dans ce gouvernement", s'empresse d'ajouter le premier ministre. Même approche sur l'Afghanistan, où le premier ministre a pris plus de temps pour évoquer l'aide humanitaire à ce pays que la contribution militaire à la lutte contre les talibans.

"Les Québécois comme les autres Canadiens s'inquiètent des morts de soldats, a–t–il dit. Ils comprennent que c'est une situation dangereuse, et nous travaillons pour diminuer" les pertes, a–t–il ajouté.

Dérogeant un tantinet à sa règle du traitement égal pour toutes les régions du pays, M. Harper a toutefois tenu à dire que "je note surtout dans la région de Québec l'appui fort de la population pour nos troupes".

Le premier ministre a en outre présenté deux versions différentes de son discours. Si les citoyens "ressentent que le Canada et le Québec prennent des forces", a–t–il dit dans son exposé en français, le Québec avait disparu de son message en anglais, quelques minutes plus tard. Les mêmes citoyens, à ce moment, se sentaient "mieux dans leur pays" !

Les couleurs de la rentrée

Annonçant quelque peu la couleur pour la prochaine rentrée parlementaire, le premier ministre a par ailleurs annoncé ses cinq nouvelles priorités pour la seconde partie de son mandat.

Sans entrer dans les détails, ce qu'il réserve pour un éventuel discours du Trône toujours non confirmé mais considéré comme probable, M. Harper se porte d'abord en défenseur de la souveraineté canadienne.

Puis, il veut assurer une économie forte et un faible niveau de taxation et d'imposition, promet de lutter vigoureusement contre la criminalité, de "préserver et de protéger l'environnement", et de "consolider la fédération, tant chez nous qu'à l'étranger".

Mais la journée d'hier étant consacrée au remaniement ministériel, M. Harper n'a fait que réciter ses engagements théoriques sans entrer dans les détails ou préciser les politiques qui en découleront.

Pas de "U–turn" pour Harper

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 2
BYLINE: Lavoie, Gilbert
WORD COUNT: 639

Stephen Harper a tenu un commentaire significatif hier lors de la conférence de presse qui a suivi le remaniement ministériel à Ottawa. Ces changements n'annoncent pas de "U–turn" dans les politiques a–t–il déclaré en français. Le simple fait qu'il ait senti le besoin de répéter cette réponse pour son auditoire anglophone illustre bien ses intentions. M. Harper se comporte comme un automobiliste qui se contente de changer quelques pièces d'un moteur paresseux, même s'il n'obtient pas la vitesse désirée. Il déplace ses ministres qui font problème, mais n'annonce aucun changement à ses politiques, même si son gouvernement ne progresse pas dans les intentions de votes.

Le remaniement d'hier a tout de même fait quelques heureux, dont Maxime Bernier, muté aux Affaires étrangères. Même si le premier ministre est le vrai patron des affaires extérieures, le titulaire de ce ministère hérite d'un mandat très important, qui lui ouvre la porte sur un club jet–set de grand prestige. Il accompagne toujours le premier ministre à l'étranger dans les missions importantes, ce qui lui donne un accès précieux au patron. Or en politique, l'accès est une denrée rare mais essentielle pour réussir.

M. Bernier obtient en plus une occasion en or de consolider ses réseaux de contacts autant au pays qu'à l'étranger, et d'acquérir une notoriété réelle à l'échelle du pays. En fait, il y a deux ministres importants à Ottawa, c'est le titulaire des Finances, et celui des Affaires étrangères.

L'autre grand gagnant de ce remaniement est Jim Prentice, qui a survécu aux Affaires indiennes et accède à l'Industrie. Tous les observateurs à Ottawa et même les libéraux reconnaissent que M. Prentice s'est démarqué au sein du cabinet. Il compte, avec Maxime Bernier, parmi les rares ministres qui jouissent de la confiance de Stephen Harper. Un Québécois et un Albertain ? Ce sera un tandem à surveiller.

Josée Verner doit, par ailleurs, être bien soulagée de laisser la Coopération internationale, où elle avait la tâche impossible de justifier la guerre en Afghanistan par notre aide humanitaire. Elle sera plus à l'aise au ministère du Patrimoine, même si la responsabilité de Radio–Canada et du CTRC n'est pas de tout repos.

Cela dit, ce n'est pas le remaniement d'hier qui changera la donne politique à Ottawa. En janvier dernier, Stephen Harper avait remanié son cabinet pour déplacer Rona Ambrose et tenter de redorer son image sur l'Environnement. Sept mois plus tard, il revient à la charge pour déplacer Gordon O'Connor, et se donner de meilleurs vendeurs sur notre présence en Afghanistan. Ce n'est pas Bev Oda, nouvelle patronne de l'ACDI, qui réussira à faire connaître le travail de l'agence dans ce pays. Et ce n'est pas Peter McKay, même s'il parle un peu français, qui saura changer l'opinion des Québécois sur cette guerre.

Le problème principal du gouvernement Harper demeure le manque de notoriété de la plupart de ses ministres, qui étaient de parfaits inconnus sur la scène nationale il y a deux ans à peine. Comme M. Harper tient tout le monde en laisse, les membres de son cabinet peinent à se démarquer par leurs idées ou leur originalité, avec comme résultat qu'on ne parvient pas à identifier une équipe dans ce cabinet. Quoi qu'il fasse cet automne, et quelle que soit la teneur du Discours du trône qu'on nous prépare, c'est l'image de Stephen Harper qui conditionnera le résultat des prochaines élections générales, et non pas celle de son équipe ministérielle. Or malgré les difficultés de Stéphane Dion et les erreurs de Gilles Duceppe, l'image de M.

Harper n'a pas encore trouvé sa place dans le coeur d'une majorité de Canadiens.

Pour joindre notre chroniqueur : glavoie@lesoleil.com

Même équipe, nouveau départ; Après 18 mois au pouvoir, un remaniement à l'enseigne de "la continuité"

PUBLICATION: Le Soleil
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: 2
BYLINE: Giroux, Raymond
PHOTO: PC
DATELINE: Ottawa
ILLUSTRATION: Stephen Harper avait convoqué les médias à une rencontre àsa résidence, hier.
WORD COUNT: 626

On prend les mêmes et on recommence ! A mi−chemin de son mandat normal, Stephen Harper a confié de nouvelles fonctions à huit de ses ministres, hier, tout en maintenant l'ensemble de son équipe en poste.

Ce second remaniement en 18 mois de pouvoir conservateur se fait sous le signe de "la continuité", a dit le premier ministre. "Nous ne sommes pas ici pour avoir des grands virages". Un seul départ à signaler, donc, mineur au demeurant, et une seule nouvelle figure qui apparaît au sein du cabinet conservateur.

Les Québécois Maxime Bernier et Josée Verner obtiennent les plus impressionnantes promotions, le premier passant de l'Industrie aux Affaires étrangères et la seconde, de la Coopération internationale au Patrimoine canadien.

Le député de Beauce inclut en outre la Francophonie à sa feuille de route, tandis que sa collègue de Louis−Saint−Laurent obtient la Condition féminine et conserve les Langues officielles.

Du côté des grands perdants, il faut noter la démotion du ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor, qui passe au plus modeste ministère du Revenu, et Bev Oda, qui va du Patrimoine à la Coopération internationale.

"J'ai donné de nouvelles fonctions à certains ministres (...) pour élargir leur expérience et pour bâtir l'équipe à plus long terme", a expliqué M. Harper en guise de consolation.

Les deux ministres étaient retraités, dans le civil. Quant au cas précis de M. O'Connor, le premier ministre a dit qu'après avoir oeuvré les 40 dernières années dans le domaine militaire, il était temps qu'il passe à autre chose.

Peter MacKay troque pour sa part le prestige des Affaires internationales pour la Défense nationale, question de rescaper la mission canadienne en Afghanistan, une des priorités du premier ministre.

Si l'unilinguisme anglais de M. O'Connor l'empêchait d'expliquer la politique du gouvernement aux Québécois, en cette période cruciale où des militaires de Valcartier entreprennent leur séjour dans ce pays, M. MacKay s'exprime lui aussi difficilement en français malgré ses efforts constants pour apprendre la langue.

Le premier ministre Stephen Harper a expliqué par la suite, en point de presse, que "M. MacKay demeure un ministre important" de son gouvernement, l'Afghanistan étant une priorité, autant sur le plan militaire que sur

celui des Affaires internationales et de l'aide au développement.

Dans cette chaise musicale finalement moins imposante que certains le laissaient entendre, Jim Prentice, un homme de confiance du premier ministre, passe des Affaires indiennes à l'Industrie.

Chuck Strahl, de son côté, échange l'Agriculture, où ses interventions sur la Commission canadienne du blé viennent d'être déboutées par les tribunaux, contre les Affaires indiennes. Il sera remplacé par Gerry Ritz.

Renouveau

Côté renouveau, l'Albertaine Diane Ablonczy, la grande oubliée du premier cabinet Harper, fait son entrée au Conseil des ministres en tant que secrétaire d'État à la Petite Entreprises et au Tourisme, l'ancien poste de M. Ritz.

Elle remplace en fait Carol Skelton, qui a annoncé qu'elle ne se représenterait pas aux prochaines élections, ce qui maintient le niveau de représentation féminine au gouvernement à sept sur 32 ministres et secrétaires d'État.

Les ministres avaient la consigne de se taire en ce premier jour à leur nouveau poste, de sorte qu'ils sont sortis en coup de vent de la résidence de la gouverneure générale, Michaëlle Jean, à la suite de leur assermentation en fin d'après−midi, hier.

Pour leur assurer une certaine tranquillité, M. Harper avait même convoqué les médias à une brève rencontre à sa résidence située à 10 minutes de marche de Rideau Hall.

rgiroux@lesoleil.com

Remaniement ministériel

Voici la liste des nouveaux ministres ou des ministres qui ont changé de ministère à la suite du remaniement hier

Chuck Strahl

Ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord, et interlocuteur auprès des Métis et des Indiens non inscrits

Peter MacKay

Ministre de la Défense et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

Gordon O'Connor

Ministre du Revenu

Bev Oda

Ministre de la Coopération internationale

Jim Prentice

Ministre de l'Industrie

Maxime Bernier

Ministre des Affaires étrangères, et de la Francophonie

Josée Verner

Ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles

Gerry Ritz

Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, ministre de la Commission canadienne du blé

Diane Ablonczy

Secrétaire d'État à la Petite Entreprise et au Tourisme

Carol Skelton

Elle était ministre du Revenu et a été remplacée par Gordon O'Connor, elle ne se représentera pas aux prochaines élections.

Correction de tir ?

PUBLICATION:	Le Devoir
DATE:	2007.08.15
SECTION:	ÉDITORIAL
PAGE:	a6
BYLINE:	Descôteaux, Bernard
WORD COUNT:	722

Les remaniements ministériels sont rarement la solution miracle aux problèmes de popularité des gouvernements. Néanmoins, celui auquel vient de procéder Stephen Harper était plus que nécessaire pour corriger les faiblesses les plus apparentes de son équipe et lui permettre d'aborder en meilleure position la deuxième partie de son mandat.

De ce gouvernement, on ne peut dire qu'il soit, au plan des personnalités, le plus marquant que l'on ait eu à Ottawa au cours des dernières décennies. Tout au contraire! Pour la plupart des Canadiens, le gouvernement Harper se résume d'ailleurs à son premier ministre, qui laisse encore moins de place à ses ministres que tous ses prédécesseurs. Cela tient peut–être au goût pour le pouvoir qui l'habite, mais on peut croire qu'il est le premier conscient des lacunes de son équipe et qu'en ramenant à lui tous les grands dossiers, il cherche à réduire les risques de faux pas.

Ces derniers mois, ce risque était devenu plus qu'apparent. Certains ministres étaient même en train de compromettre l'avenir du gouvernement. C'était le cas de Bev Oda, qu'il fallait ôter du fauteuil de ministre du Patrimoine. Unilingue et «uniculturelle», elle ne pouvait communiquer avec la moitié francophone de ce pays, qu'elle ne connaissait et ne comprenait pas. Elle était en plus gaffeuse, comme sa gestion du financement des grands festivals l'a montré.

La démotion de Gordon O'Connor s'imposait encore davantage. En tant que ministre de la Défense, il était devenu une catastrophe. Sa grande faute aura été de ne pas avoir su défendre adéquatement la mission militaire canadienne en Afghanistan, qui est le dossier le plus chargé politiquement et dont on peut être assuré qu'il sera au coeur de la prochaine élection. Dans l'affaire des prisonniers afghans faits par les militaires canadiens, il a montré une absence de contrôle remarquable.

Rétrospectivement, on doit se demander si c'était une bonne idée de nommer au poste de ministre de la Défense un général à la retraite. Si les Forces armées ont pu compter sur lui au départ pour promouvoir les achats milliardaires de nouveau matériel militaire, il était manifestement devenu opposé au chef d'état–major en exercice, le général Rick Hillier. Gordon O'Connor n'avait pas la distance nécessaire pour faire face à l'appareil militaire.

Pour remplacer ces deux ministres, Stephen Harper n'avait guère le choix. Josée Verner ne souffrira pas du même handicap linguistique que Bev Oda, mais elle aura à démontrer ses qualités de gestionnaire à la tête de l'un des ministères les plus importants du gouvernement. Pour elle, la barre est haute. Le «civil» Peter MacKay qui succède à Gordon O'Connor est un jeune loup ambitieux, mais on peut se demander s'il aura le coffre nécessaire pour affronter la hiérarchie militaire. Rappelons qu'il n'a guère impressionné au poste de ministre des Affaires étrangères.

Le choix de Maxime Bernier pour diriger désormais la politique étrangère canadienne comporte aussi sa part de risques. Comprenons que Stephen Harper a été impressionné par la rigueur doctrinaire de celui–ci au ministère de l'Industrie, où il a prôné une déréglementation tous azimuts. Visiblement, les deux hommes ont

des atomes crochus. Observons néanmoins que succède à un ministre qui était complètement vert en matière de politique internationale un autre ministre guère plus expérimenté. On peut croire que l'intention du premier ministre est de garder la main haute sur les Affaires étrangères.

Les changements apportés hier par le premier ministre à son cabinet colmateront les principales brèches dans la façade de son gouvernement. Elles permettront de mieux communiquer le message conservateur, ce qui ne garantit en rien qu'il sera mieux reçu. Si ces changements n'ont pas d'effet sur la cote de popularité conservatrice, qui en 18 mois est demeurée relativement stable, Stephen Harper devra conclure que le problème principal de son gouvernement se trouve du côté des orientations qu'il défend. Pour l'instant, il n'entend rien changer sur ce plan. La proximité des élections l'amènera–t–elle à arrondir les angles? C'est là qu'on verra si le doctrinaire qu'on le dit être peut se transformer en politicien calculateur.

***

bdescoteaux@ledevoir.com

Des ministres et des mots

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.15
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a3
BYLINE: Cornellier, Manon
WORD COUNT: 1060

Au début du mois d'août – et encore hier dans Le Journal de Montréal – les sondages accordaient au premier ministre Stephen Harper le même niveau d'appuis que lors des dernières élections: 36 %. Pour le chef conservateur, c'était la énième confirmation que son gouvernement piétine, que son parti n'arrive pas à franchir le seuil nécessaire vers une majorité. Du moins, jamais assez longtemps pour risquer ses billes dans des élections précipitées.

Si des élections avaient lieu maintenant, les conservateurs reprendraient le pouvoir, mais minoritaires, et leurs adversaires occuperaient à peu près le même nombre de sièges. Le remaniement d'hier, aux ambitions électorales, n'y changera pas grand–chose, comme l'indiquait le sondeur John Wright dans nos pages hier. Il faudra davantage pour offrir au PC la poussée nécessaire.

Le remaniement de janvier dernier en a fait la démonstration. Stephen Harper a alors déplacé ses ministres de l'Environnement, Rona Ambrose, et de la Justice, Vic Toews, mais leurs remplaçants, John Baird et Rob Nicholson, n'ont offert qu'un changement de ton. Les politiques qui posaient problème sont restées fondamentalement les mêmes. Les sondages aussi.

Le dernier jeu de chaises musicales est, à première vue, du même acabit, surtout lorsqu'on s'arrête à l'élément central de l'opération, le mouvement des porte–étendards du dossier afghan. Le départ du ministre de la Défense, Gordon O'Connor, n'a surpris personne. Ses mensonges et ses contradictions au sujet du traitement des détenus afghans remis par les soldats canadiens aux autorités de Kaboul ont alourdi le boulet que représentait déjà la mission afghane, ce qui a beaucoup nui au gouvernement. Stephen Harper a longtemps résisté aux demandes répétées de démission de l'opposition, mais le remplacement d'O'Connor s'imposait si le gouvernement ne voulait pas se retrouver sur la sellette à la reprise de la session parlementaire.

Mais comme en janvier, l'orientation du gouvernement, elle, ne changera pas, du moins pour le moment. Stephen Harper a laissé entendre en juin et en juillet qu'il pourrait revoir le mandat des militaires canadiens actuellement sur le terrain. Ce n'est pas encore fait cependant. Et ce ne sont pas les nouveaux ministres de la Défense, des Affaires étrangères et de la Coopération internationale qui en décideront, mais le chef conservateur. Et cela, à la suite, fort probablement, d'un débat parlementaire. Le premier ministre a en effet déjà précisé qu'il n'est pas question de prolonger le volet offensif de la mission au–delà de février 2009 sans un consensus des partis.

***

La tâche des nouveaux ministres restera difficile, car il leur reviendra de mieux communiquer le message du gouvernement dans le dossier afghan. L'appui pour la mission militaire n'a cessé de diminuer dans l'ensemble du pays, et au Québec l'opposition est particulièrement vive et risque de seulement s'aggraver avec le déploiement des soldats québécois en Afghanistan. Or les conservateurs ont besoin du Québec pour obtenir un mandat majoritaire. Ce n'était toutefois pas avec un ministre de la Défense pratiquement unilingue et un autre aux Affaires étrangères à peine plus à l'aise en français qu'ils allaient parvenir à y défendre une mission impopulaire. Le déplacement de Peter MacKay à la Défense et son remplacement aux Affaires étrangères par

Maxime Bernier corrige cette lacune linguistique en plus d'avoir l'avantage de garantir que le message au Québec ne sera pas avant tout militaire mais axé sur la politique étrangère.

L'importance de mieux communiquer au Québec a aussi influencé le remplacement de la ministre du Patrimoine, Bev Oda, par la ministre de la région de Québec, Josée Verner. Mme Oda, une unilingue anglophone qui relève Josée Verner à la Coopération internationale, avait semé la colère au Québec quand elle avait refusé de débloquer à temps pour la saison des festivals les fonds destinés à aider ceux−ci. La francophonie, par contre, relèvera du ministre Bernier. Ce remaniement, qui touche des joueurs importants mais offre peu de sang neuf, s'imposait, mais il faudra davantage pour relancer, en vue des élections, un gouvernement qui a semblé avoir perdu son sens de la direction ce printemps. Depuis le budget, les conservateurs se sont retrouvés sur la défensive. Comme s'ils n'avaient pas prévu gouverner au−delà d'une année et n'avaient rien en réserve une fois leurs cinq priorités électorales réalisées ou mises en branle. La déclaration du premier ministre hier était révélatrice à cet égard. «Nous avons tenu parole et livré la marchandise sur nos engagements électoraux, et il est maintenant temps de passer à l'étape suivante.» Sauf qu'il en faudra plus qu'une, plus que ce remaniement en somme. D'où la forte probabilité que le premier ministre présente un nouveau discours du Trône cet automne pour préciser les priorités du gouvernement, dont il a donné un avant−goût hier.

***

Il restera cependant un problème important à résoudre pour Stephen Harper, un problème qui ne regarde que lui. Il a tellement concentré le pouvoir entre ses mains et celui de son bureau qu'on ne peut presque plus parler de gouvernement conservateur mais de gouvernement Harper. Ses ministres ont souvent été relégués au rôle de figurants, même au moment de faire des annonces importantes relevant de leurs responsabilités.

A quelques exceptions près, ils n'ont pas la marge de manoeuvre nécessaire pour faire valoir leurs politiques. Les fonctionnaires en ont encore moins, ce qui se traduit par une opacité rarement vue à Ottawa. En plus, son bureau et lui ont adopté une approche fondée sur l'affrontement avec les médias. L'information est offerte au compte−gouttes, quand elle est disponible.

Le chef conservateur aura beau rebrasser les cartes ministérielles et adopter un nouveau plan de match, s'il ne change pas lui−même d'attitude, son opération tombera à plat. En voulant prendre tout le crédit et assurer tout le contrôle, Stephen Harper doit aussi prendre la responsabilité pour les mauvais pas et éventuellement l'incapacité de son parti à franchir la barre des 40 %.

***

mcornellier@ledevoir.com

Afghanistan: Harper corrige le tir; Bernier aux Affaires étrangères, MacKay à la Défense, Verner au Patrimoine

PUBLICATION: Le Devoir
DATE: 2007.08.15
SECTION: LES ACTUALITÉS
PAGE: a1
BYLINE: Buzzetti, Hélène
PHOTO: Chris Wattie, Reuters Reuters, Agence Reuters
ILLUSTRATION: Maxime Bernier, au moment de son assermentation, hier àOttawa.
WORD COUNT: 1416

Ottawa – Le premier ministre a comme prévu changé du tout au tout le visage de la mission canadienne en Afghanistan en déplaçant les trois ministres qui en faisaient la promotion. Le remaniement ministériel complété hier par Stephen Harper s'avère important, touchant 10 personnes, mais n'altère pas en profondeur la mission du gouvernement, toujours orienté sur la chose militaire, la justice criminelle et la réduction du fardeau fiscal.

Ainsi, le ministre de la Défense Gordon O'Connor a subi la démotion prévue, étant relégué au très discret ministère du Revenu. Carol Skelton, qui occupait cette fonction, se voit boutée hors du cabinet. C'est Peter MacKay, qui pilotait auparavant les Affaires étrangères, qui prend la place de M. O'Connor. Le Québécois Maxime Bernier accède à la très convoitée direction de la diplomatie canadienne. Josée Verner, qui complétait le trio afghan en dirigeant l'Agence canadienne de développement international (ACDI), échange sa place avec Bev Oda au Patrimoine.

Ainsi, Peter MacKay, Maxime Bernier et Bev Oda monteront aux barricades chaque jour à la Chambre des communes pour défendre l'impopulaire mission militaire contre les talibans. Seul Stockwell Day, parfois interpellé parce que des représentants canadiens visitent parfois les prisons afghanes, reste en poste à la Sécurité publique.

Le premier ministre Stephen Harper n'a pas concédé qu'il s'agissait de changer le visage de ce déploiement militaire. «Il [Peter MacKay] reste encore un ministre important pour la mission en Afghanistan», a–t–il insisté en point de presse.

Une nouvelle venue

Pour le reste, M. Harper a essentiellement interchangé les responsabilités de ses loyaux ministres. Jim Prentice, auparavant aux Affaires indiennes, prend le relais de M. Bernier à l'Industrie. C'est Chuck Strahl qui quittera l'Agriculture pour prendre la responsabilité des autochtones. Gerry Ritz, qui n'était qu'un secrétaire d'État, accède à l'Agriculture. Enfin, Diane Ablonczy, une fidèle allianciste qui s'était fait refuser une place au cabinet à cause de la surreprésentation albertaine, y accède enfin, quoiqu'en tant que simple secrétaire d'État responsable des PME et du Tourisme. Il n'y a donc qu'une nouvelle venue et une expulsion.

La promotion de Mme Ablonczy sert un double but: non seulement est–elle remerciée pour ses loyaux services, mais elle permet de conserver la déjà faible représentation féminine au sein du cabinet, qui était menacée par la sortie de Mme Skelton. Le cabinet comprend encore 26 ministres, auxquels s'ajoute M. Harper, et cinq secrétaires d'État. Sept au total sont des femmes.

Nouvelle direction?

Aucune indication n'a été donnée quant à une future nouvelle direction que pourrait prendre le nouveau «nouveau gouvernement». Cinq priorités ont été évoquées, soit la défense de la souveraineté canadienne, la réduction du fardeau fiscal, la lutte contre le crime, l'environnement et la consolidation de la fédération, mais ces thèmes ont déjà été largement exploités par l'ancienne équipe conservatrice. Pas un mot non plus sur un hypothétique discours du Trône que pourrait présenter le gouvernement, repoussant le retour de la Chambre à la mi−octobre.

«Ce gouvernement n'est pas ici pour faire des virages soudains, des changements de cap à 180 degrés, et des priorités n'apparaîtront pas de nulle part, a mis en garde M. Harper hier. Nous avons des priorités très claires que nous avons présentées en campagne électorale et nous avons l'intention de les poursuivre, de les approfondir et d'en élargir la portée à plus long terme.»

Les trois chefs des partis d'opposition ont critiqué ce remaniement ministériel, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, le qualifiant de «cosmétique». «C'est le signe d'un gouvernement essoufflé, à court de projets, et ce n'est pas en changeant les messagers, les ministres, qu'on change de politique.» Ses homologues libéral et néo−démocrate partagent son avis.

«Le premier ministre se cherche de meilleurs communicateurs pour transmettre un mauvais message», a commenté au Devoir le chef du Parti libéral, Stéphane Dion. «Ses ministres communiquent ce qu'il a décidé.»

Si besoin était, le déroulement des activités leur a donné raison hier. Aucun des ministres affectés par le remaniement n'a eu l'autorisation de s'adresser aux médias à leur sortie de la résidence de la gouverneure générale. Tous ont laissé la place au premier ministre qui a tenu un point de presse en solitaire, comme lors du dernier remaniement en janvier dernier.

Jack Layton, chef du NPD, s'est en outre félicité que les trois ministres dont son parti avait réclamé les têtes (Gordon O'Connor, Bev Oda et Chuck Strahl) soient déplacés, mais déplore qu'ils restent autour de la table des ministres. Mme Oda s'était attiré les foudres pour ne pas avoir versé à temps l'argent promis aux festivals tandis que M. Strahl a perdu une manche devant les tribunaux dans sa tentative de démantèlement de la Commission canadienne du blé.

Des promotions...

La nomination de Maxime Bernier aux Affaires étrangères constitue une promotion pour ce député de la Beauce. Il est adoré du premier ministre tout comme de ses collègues du cabinet et s'est même imposé comme le porte−parole québécois du gouvernement par la force de cette appréciation. Les ministres anglophones le préfèrent presque toujours au lieutenant québécois, Lawrence Cannon, pour jouer au «miroir», c'est−à−dire annoncer en français, au Québec, la même chose qu'ils annoncent simultanément dans le reste du pays.

Le premier ministre apprécie toutefois M. Bernier pour bien davantage que son visage avenant. Il se délecte de son parti pris indéfectible pour le libre−marché, qu'il avait fait connaître au cours de son passage au conseil d'administration de l'Institut économique de Montréal. Devenu ministre de l'Industrie, M. Bernier s'est fait le chantre du désengagement étatique. Il a procédé à la déréglementation de la téléphonie locale. Il a aussi refusé net de garantir au Québec une part d'au moins 55 % des réinvestissements de Boeing à la suite de l'achat de quatre avions militaires C−17. Il a aussi enclenché le processus de privatisation des laboratoires de recherche gouvernementaux. Selon M. Harper, Maxime Bernier «mérite un autre défi».

... et des démotions

Le départ de M. O'Connor ne faisait quant à lui plus de doute. M. Harper, qui l'avait défendu bec et ongles

lorsque l'opposition réclamait sa tête, a tenu à féliciter son ministre hier. M. O'Connor s'était attiré les foudres de l'opposition pour avoir affirmé à tort que la Croix−Rouge veillait au nom du Canada au bon traitement de ses prisonniers capturés en Afghanistan. M. O'Connor est allé de contradiction en contradiction, contredisant même publiquement son chef d'état−major, Rick Hillier.

Quant au déplacement de Peter MacKay à la Défense, il pourrait bien s'avérer un cadeau de Grec pour le ministre néo−écossais. La tâche de défendre la contestée mission afghane nuira certainement à sa popularité. Peter MacKay a déjà vu son étoile pâlir dans les Maritimes cet été avec l'imposition d'une nouvelle formule de péréquation décriée par Terre−Neuve et sa province natale. Sa réélection pourrait être compromise, les libéraux ne présentant pas de candidat contre lui pour laisser toute la place à la chef du Parti vert, Elizabeth May.

Reste à savoir si le premier ministre Stephen Harper a fait ce choix en toute connaissance de cause. Il a gardé une dent contre Peter MacKay depuis que celui−ci a failli faire dérailler le premier congrès d'orientation du parti fusionné à Montréal, en 2005. M. MacKay avait fait une sortie fracassante parce que les alliancistes voulaient réduire le poids des progressistes−conservateurs au sein de la nouvelle formation. M. Harper avait été vu, rageur, renversant une chaise du pied. Il ne peut pas pour autant se départir de M. MacKay, qui avait accepté le mariage des deux partis de droite qu'ils dirigeaient en 2003.

Il faudra voir enfin si le départ de Jim Prentice des Affaires indiennes réveillera la méfiance des autochtones envers le gouvernement conservateur. Certes, son remplaçant, Chuck Strahl, est un homme conciliant au ton modéré, mais M. Prentice avait effectué un parcours quasi sans fautes. Ayant oeuvré 10 ans à la Commission des revendications particulières, il comprenait les enjeux autochtones et son doigté a permis de faire à peu près accepter l'annulation de l'entente de Kelowna, d'une valeur de cinq milliards de dollars.

***

Le cabinet fédéral, avant et après

− Peter MacKay, des Affaires étrangères à la Défense nationale

− Jim Prentice, des Affaires indiennes à l'Industrie

− Gerry Ritz, de secrétaire d'État PME et Tourisme à l'Agriculture

− Gordon O'Connor, de la Défense nationale au Revenu

− Josée Verner, de la Coopération internationale au Patrimoine

− Bev Oda, du Patrimoine à la Coopération internationale

− Chuck Strahl, de l'Agriculture aux Affaires indiennes

− Maxime Bernier, de l'Industrie aux Affaires étrangères

− Diane Ablonczy, nouvelle secrétaire d'État PME et Tourisme

− Carol Skelton, du Revenu à simple députée

Timides bêlements pour le Mouton noir

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.15
SECTION: Arts et spectacles
PAGE: ARTS SPECTACLES3
COLUMN: Télévision
BYLINE: Dumas, Hugo
PHOTO: PHOTO AndrÉ Tremblay, LA PRESSE(c)
ILLUSTRATION: Annie Dufresne, Esther Bégin, Marie Plourde, Pierre Brassardet Chantal Lacroix étaient présents hier, lors du dévoilement de la programmation d'automne de TQS. Cela dit, la plupart des nouveautés du Mouton noir ont été programmées en janvier.
WORD COUNT: 719

Le Mouton noir ne bêlera pas très fort cet automne, la plupart de ses nouveautés ayant été programmées en janvier. On pense ici à la sitcom Grande Fille mettant en vedette Bianca Gervais, aux nouveaux épisodes de Bob Gratton, à l'émission à sketches C't'une joke et à la comédie Sainte−Madeleine PQ avec Sonia Vachon, Martin Drainville, Julien Tremblay et François Maranda. Diffusion cet hiver.

TQS prépare aussi quatre émissions d'une heure avec Gilles Latulippe, flanqué de Suzanne Lapointe, pour se remémorer le meilleur (?) du vaudeville québécois. Mais ne réglez pas vos magnétoscopes trop rapidement, car Latulippe et compagnie sera diffusée pendant le congé des Fêtes. Plusieurs vedettes y participeront, dont Janine Sutto, Rémy Girard, Pierrette Robitaille et Michel Barrette.

Pour sa rentrée, TQS mise beaucoup sur Loft Story 4, qui a été très payant l'hiver dernier. Marie Plourde anime toujours les plateaux du dimanche et Virginie Coossa reste à la barre des quotidiennes. Début: 23 septembre.

Peu de détails ont filtré sur la composition du "panel d'analystes" du comportement des lofteurs. Josée Boudreault n'y retourne pas. La sexologue Sylvie Lavallée, oui. Par contre, TQS a torpillé la quotidienne Elle et lui, que devait piloter, du lundi au vendredi, Sylvie Lavallée. Raison invoquée: manque de fonds. Et quand TQS n'a plus d'argent pour financer des émissions sur la sexualité, c'est un signe que le réseau file un mauvais coton.

Encore beaucoup de changements au magazine culturel Flash, avec l'arrivée de Pierre Brassard comme animateur. Les reporters Rebecca Makonnen et Patrick Masbourian ne reprendront pas leur micro jaune et ont été remplacés par Pascale Wilhelmy, qui effectue un retour à TQS, et Stéphane "Gonzo" Gonzalez, un ancien de MusiquePlus, qui a malencontreusement été rebaptisé Stéphane Rodriguez dans le cahier de presse du Mouton noir. Oups. Heureusement, le décor virtuel de Flash, à peine vieux d'un an, a été jeté à la poubelle. Enfin, une bonne décision.

Selon nos informations, Patrick Masbourian héritera, en janvier, d'une nouvelle émission à la Première chaîne de Radio−Canada (95,1 FM). Radio−Canada fera table rase de toutes ses émissions culturelles comprises entre 20h et 22h, du lundi au jeudi, et les remplacera par celle de Patrick Masbourian.

De retour à TQS, la transfuge de TVA, Esther Bégin, prendra les commandes du Journal de 22h à partir de lundi. Hier, la chef d'antenne a promis un bulletin plus traditionnel, axé sur la nouvelle locale. Ce qui tranche complètement avec les tentatives mises de l'avant par Isabelle Maréchal et Benoît Dutrizac.

"J'ai dit à Esther que son plus grand compétiteur, à 22h, ce n'est ni Radio−Canada, ni TVA. C'est le sommeil. Les gens se couchent tôt. A 6h le matin, les autoroutes sont bloquées", constate le vice−président à l'information de TQS, Réal Germain.

C'est également lundi que débute Gauthier, la nouvelle quotidienne de l'ex−député bloquiste Michel Gauthier, que TQS a logée entre 12h30 et 13h30. "C'est une émission d'affaires publiques à valeur pédagogique ajoutée", a expliqué l'ex−politicien, qui affrontera François Paradis à TVA.

Quant au nouveau véhicule de Chantal Lacroix, 90 minutes de bonheur, difficile de le cerner précisément: les extraits montrés hier n'ont pas éclairé notre lanterne. L'animatrice a précisé que son émission avait pour but d'agir en société, informer, divertir et émouvoir. Le pilote sera tourné dans 10 jours.

Guy Fournier, qui entame sa 50e année à la télévision, s'assoira quotidiennement aux côtés de Richard Desmarais à L'avocat du diable. Un peu de stabilité ne nuira pas.

TQS continue de négocier son passage en haute définition. Plusieurs têtes d'affiche du réseau y ont d'ailleurs fait référence hier. "Ça ne sera pas facile pour personne", a blagué Jean−Luc Mongrain.

"Et pourquoi chercher le trouble?" a demandé Gildor Roy, animateur de Caféine, en ajoutant qu'il faudra désormais ajouter une équipe de chirurgie à celle du maquillage et de la coiffure.

Par ailleurs, TQS retournera devant le CRTC cet automne pour son renouvellement de licence. Le réseau tentera encore de convaincre l'organisme fédéral de la nécessité de pouvoir puiser dans les redevances des câblodistributeurs.

Le TJ en Afghanistan

Bernard Derome présentera son Téléjournal d'Afghanistan en septembre, a appris La Presse. Dans son voyage, le chef d'antenne, qui se déplace rarement en zone de conflit, sera accompagné du chef du bureau d'Ottawa, Patrice Roy.

Hier, la SRC a confirmé que Patrice Roy "était en route pour l'Afghanistan". Pour Bernard Derome, l'annonce devrait sortir mardi lors d'une rencontre de presse organisée par Radio−Canada. A suivre.

Le principe de Bernier

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Forum
PAGE:	A21
COLUMN:	Éditorial
BYLINE:	Pratte, André
WORD COUNT:	462

Louis St–Laurent, Lester Pearson, Mitchell Sharp, Joe Clark, Lloyd Axworthy... Le nom du Beauceron Maxime Bernier s'est ajouté hier à la prestigieuse liste de ceux qui ont occupé le poste de ministre des Affaires étrangères du Canada.

Pour cet avocat de 44 ans, qui est député depuis seulement 18 mois et a une expérience minimale des questions internationales, c'est un saut prodigieux. Tandis que pour le premier ministre, Stephen Harper, cette nomination représente un risque. Risque calculé, sans doute, mais risque tout de même.

On dit à Ottawa que M. Harper a une grande confiance en ce Québécois à la fois sérieux et sympathique. Il est vrai que pour un néophyte, M. Bernier s'est relativement bien débrouillé au ministère de l'Industrie, où il a piloté sans déraper la déréglementation de la téléphonie locale. De façon générale, il a su éviter les gaffes (bien qu'il se soit enfargé sur la question de la nation québécoise et que son libéralisme économique radical en ait indisposé plusieurs).

Sa nomination aux Affaires étrangères indique que le premier ministre continuera à jouer le rôle titre dans ce domaine névralgique. Ce n'est pas le député de Beauce qui définira les positions internationales du Canada, mais Stephen Harper. Cela dit, M. Bernier représentera tout de même le pays dans une foule de rencontres internationales de haut niveau. Il sera aussi le porte–étendard de la politique étrangère du gouvernement auprès de la population canadienne. C'est lui, en particulier, qui devra tenter de convaincre – une mission impossible, à cette étape–ci – les Québécois du bien–fondé de la mission des Forces armées en Afghanistan. Il devra prendre la parole dans l'éventualité d'une crise internationale, comme celle du Liban l'été dernier. De telles situations exigent une maîtrise fine de dossiers extraordinairement complexes. Le nouveau ministre devra se faire plus studieux que jamais.

Maxime Bernier sera–t–il victime du principe de Peter, selon lequel " tout employé tend à s'élever à son niveau d'incompétence "? Espérons qu'il le fasse plutôt mentir et se révèle à la hauteur de ces nouvelles fonctions. Pour le Canada, c'est de loin le scénario le plus souhaitable.

Personne ne pleurera le départ de Beverley Oda du ministère du Patrimoine canadien. Pour sa remplaçante, Josée Verner, la marche est haute. Elle passe d'un porte–feuille mineur à un énorme ministère, sollicité par une multitude de lobbies et où les enjeux, ceux de la culture, sont aussi compliqués qu'empreints d'émotion.

Peter McKay remplace l'autre maillon cassé du cabinet, Gordon O'Connor, à la Défense nationale. La performance de M. McKay aux Affaires étrangères ne nous a pas paru reluisante, de sorte qu'on se demande s'il saura vraiment faire mieux que son prédécesseur.

apratte@lapresse.ca

Soixante ans de turbulence

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.15
SECTION: Forum
PAGE: A21
COLUMN: Éditorial
BYLINE: Roy, Mario
WORD COUNT: 573

Le Pakistan a 60 ans, au−jourd'hui. Le 15 août 1947, en effet, l'Indian Independence Act adopté par le Parlement britannique entrait en vigueur, créant deux États souverains et distincts, l'autre étant l'Inde, sur fond de violence extrême: ce chamboulement politique fera entre 500 000 et un million de morts, et déplacera une douzaine de millions de personnes − musulmans dans un sens, hindous et sikhs dans l'autre. Tout de suite, les deux nations entrèrent en guerre l'une contre l'autre

Six décennies après cette douloureuse naissance, le Pakistan se retrouve en quelque sorte au centre du monde, à la fois acteur et victime de la guerre à la terreur.

De fait, les fêtes de l'Indépendance ont débuté hier, moins spectaculaires et fréquentées que par les années passées en raison du climat de peur qui règne. Peur de l'avenir. Peur des attentats. Peur de ce qui émane de la région nord−ouest du pays, jouxtant l'Afghanistan.

Dimanche, à Kaboul, le président Pervez Musharraf a admis que la guérilla menée par les talibans en sol afghan jouissait d'une base arrière dans les zones frontalières pakistanaises. C'est connu. A ce point que le candidat à l'investiture démocrate américaine, Barack Obama, a fait récemment une sortie étonnante en proposant l'intervention militaire des États−Unis dans ces régions.

Faisons le compte: l'Aghanistan, l'Irak, l'Iran peut−être, le Pakistan encore? C'est évidemment dément.

Pourtant, il est rigoureusement exact que ces zones de non−gouvernement constituent des accidents en attente de se produire. Exact que l'État pakistanais a, à la fois, une attitude ambiguë et un dossier d'impuissance face à ce problème. Exact, enfin, que " la trajectoire politique téméraire du général Musharraf fait de lui un des partenaires les plus dangereux de l'administration Bush ", comme l'estime le New York Times.

De fait, depuis sa création aussi, le Pakistan n'a connu la grâce d'un gouvernement démocratique que pendant de brèves périodes entrecoupées de gouvernance militaire et de loi martiale.

Héritier de cette histoire, Pervez Musharraf est depuis 1999 le dernier en lice des potentats en uniforme. Et il a bien failli déclarer à son tour l'état d'urgence peu avant de se rendre à la Jirga de paix de Kaboul. C'est bien sûr le signe d'un bateau à la dérive: aujourd'hui, l'homme est pour ainsi dire cerné de toutes parts. Il est menacé par la mouvance islamiste qui se nourrit de sa collaboration (à doses mesurées) avec le Grand Satan américain − sans parler de l'incident de la Mosquée rouge, qui a cristallisé l'affaire. Musharaff est rejeté aussi par les modérés, qui forment certainement la majorité des 165 millions de Pakistanais et qui reprennent goût à la revendication démocratique. Enfin, au sein même de l'appareil militaire, un panier de crabes dans lequel s'agitent toutes les tendances, la grogne monte.

Au cours des mois qui viennent, dans le but de conserver le pouvoir, le général se battra sur tous les terrains: celui de la constitution; celui de la politique; celui d'une complexe mécanique électorale. Cela se passe au moment où l'ami américain, qui a allongé 10 milliards $US depuis 2001 à Islamabad, devient sceptique Dans

le passé, les pressions exercées par les États−Unis ont déjà contribué à rediriger l'État pakistanais vers le processus démocratique. De toutes les attitudes que puisse adopter Washington, ce serait sans doute à nouveau aujourd'hui la moins mauvaise.

mroy@lapresse.ca

Les nouveaux char d'assaut ne seront pas d'un grand secours

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Actualités
PAGE:	A14
SOURCE:	PC
PHOTO:	Photo Martin Ouellet, Presse Canadienne
DATELINE:	Kandahar
ILLUSTRATION:	Les soldats canadiens postés en Afghanistan devraientbientôt recevoir leurs nouveaux tanks Leopard 2.
WORD COUNT:	602

Attendus dans les prochains jours en Afghanistan, les nouveaux chars d'assaut Leopard 2 empruntés par le Canada à l'Allemagne n'atténueront pas la menace que représentent les bombes artisanales pour la vie des soldats, a convenu hier un officier canadien.

Les bombes artisanales, ou les engins explosifs improvisés (EEI) dans le jargon militaire, sont pourtant la menace que redoutent le plus les soldats canadiens en mission dans la province de Kandahar, la région la plus violente d'Afghanistan. Dissimulées le long des routes, des pistes et des sentiers, en attendant le passage d'un convoi, ces bombes meurtrières ont causé la mort de 18 des 22 soldats canadiens tués dans le pays depuis six mois.

Contre ces machines à tuer artisanales faciles à fabriquer et tant prisées par les talibans, les 20 chars Leopard 2 prêtés par l'Allemagne – qui remplaceront en Afghanistan les Leopard 1 vieux de 30 ans – ne seront pas d'un grand secours.

"Ils ne sont pas faits pour ça", a souligné le lieutenant–colonel Stéphane Lafaut, qui s'est entretenu avec les journalistes canadiens à Camp Shiraz, près de la base de Kandahar, à la veille de son entrée en fonction à titre de commandant des équipes de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO), chargées de l'entraînement de l'armée nationale afghane (ANA). A ce titre, il succédera au lieutenant–colonel Wayne Eyre.

En avril dernier, lors de l'annonce du renouvellement du parc de chars, le ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor, vantait les vertus des Leopard 2, disant qu'ils offraient "une meilleure protection" contre les engins explosifs et les mines. Or, en Afghanistan, ce ne sont nullement les chars qui sont la cible des poseurs de bombe mais les véhicules de transport des troupes, sur roues, comme les véhicules blindés légers (VBL), les RG–31 et les Bisons.

Les talibans osent rarement s'attaquer aux chars de combat, conscients qu'ils ont peu de chance de percer l'épaisse armure blindée du véhicule à chenilles ou de seulement même le faire basculer.

Selon des données compilées par la Canadian American Strategic Review (CASR), la dernière attaque répertoriée contre un char Leopard en Afghanistan remonte au 10 juillet dernier, lorsque l'explosion d'une bombe artisanale à 25 kilomètres à l'est de Kandahar a blessé deux soldats.

Le lieutenant colonel Lafaut n'en pense pas moins que le déploiement des nouveaux chars est susceptible de faire une "différence" sur le terrain en projetant une image de puissance aux yeux des talibans. "C'est un outil de plus dans notre coffre d'arsenaux. Cela peut donner une plus grande confiance aux soldats et cela a un effet

de choc pour les forces ennemies", a−t−il avancé.

Le premier des 20 chars Leopard 2 prêtés au Canada par l'Allemagne est attendu en Afghanistan d'un jour à l'autre. De l'avis du ministère de la Défense nationale, le nouveau parc sera entièrement opérationnel, prêt à être déployé sur le théâtre des opérations.

Suivra par la suite la livraison graduelle d'une centaine de chars de combat principaux Leopard 2 "presque neufs" obtenus des Pays−Bas, qui remplaceront tous les Leopard 1, qui non seulement sont vieillissants mais ne sont pas adaptés non plus aux opérations menées dans des climats chauds. Qui plus est, certaines pièces de rechange du Leopard 1 ne seront plus disponibles d'ici quelques années.

Les chars Leopard 2 ont une puissance de feu nettement supérieure aux Leopard 1, soit 120 mm contre 105 mm.

Selon un dirigeant au ministère de la Défense nationale, les premiers véhicules acquis des Pays−Bas "commenceront à être livrés à l'automne 2008", quelques mois à peine avant que ne prenne fin l'engagement du Canada envers l'Afghanistan, en février 2009.

Le coût du renouvellement de la flotte est évalué à 650 millions.

Les Afghans trop petits pour manier nos fusils

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.15
SECTION: Actualités
PAGE: A14
SOURCE: PC
DATELINE: Kandahar, Afghanistan
WORD COUNT: 401

La petite taille relative des soldats afghans explique en partie les délais de livraison des fusils canadiens d'assaut C−7 à l'armée nationale afghane, a révélé hier un officier canadien. "Les Afghans sont plus petits que les Canadiens, alors nous devons raccourcir la crosse (des fusils C−7)", a confié le lieutenant colonel Wayne Eyre, qui vient de terminer un mandat de plusieurs mois à la tête des équipes de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) chargées de former la nouvelle direction de l'Armée nationale afghane (ANA).

Le lieutenant−colonel Eyre a rencontré la presse à Camp Shiraz, près de la base de Kandahar, à la veille de passer le commandement de l'ELMO à son homologue Stéphane Lafaut, du Royal 22e Régiment.

Le ministère de la Défense s'est engagé, le printemps dernier, à fournir aux troupes afghanes des munitions et des fusils d'assaut C−7 du même type que ceux qu'utilisent les soldats canadiens. Le C−7 est l'équivalent américain du M−16, l'une des armes de combat les plus couramment utilisées par les armées modernes occidentales.

La livraison des C−7 et des munitions est attendue avec impatience par l'état−major de l'Armée nationale afghane, dont les soldats ne disposent pour la plupart que de vieilles reliques souvent défectueuses de mitraillettes AK−47 remontant à l'ère soviétique ou leurs équivalents chinois et hongrois.

Plus précis, tirant à plus longue portée que les AK−47, les fusils d'assaut C−7 permettront à l'armée afghane d'être plus efficace sur le terrain, a affirmé récemment un haut gradé afghan. Dans un contexte où la Défense nationale canadienne souhaite que les Afghans prennent en charge le plus tôt possible les opérations de combats à la place des Canadiens, le renouvellement de l'arsenal de l'ANA prend une importance particulière.

Mais le processus prend du temps. Le transfert d'armes, qui implique aussi un transfert de technologie, est régi par une série de conventions internationales et la bureaucratie est lourde, a expliqué le lieutenant colonel Stéphane Lafaut. A cela s'ajoute l'adaptation du fusil lui−même, dont la crosse doit être légèrement raccourcie de façon à faciliter son maniement par les soldats afghans, plus petits en moyenne que les Canadiens.

Commandant de brigades, le colonel Abdul Basir, de l'ANA, a dit néanmoins souhaiter hier la livraison d'un premier stock d'armes "d'ici la fin du mois", de façon à pouvoir initier le plus rapidement possible les recrues afghanes au maniement du nouvel arsenal.

Harper garde le cap

PUBLICATION:	La Presse
DATE:	2007.08.15
SECTION:	Nouvelles générales
PAGE:	A2
BYLINE:	Bellavance, Joël−Denis; Lacoursière, Ariane
PHOTO:	PHOTO Fred Chartrand, Presse Canadienne
DATELINE:	Ottawa
ILLUSTRATION:	Stephen Harper confie à Maxime Bernier l'important ministèredes Affaires étrangères au moment où la majorité des 2300 soldats canadiens en poste à Kandahar, la province la plus dangereuse de l'Afghanistan, proviennent du Royal 22e Régiment de la base militaire de Valcartier.
WORD COUNT:	971

Le remaniement ministériel effectué hier par le premier ministre Stephen Harper touche pas moins de 10 ministères. Quelques perdants, mais au moins deux grands gagnants, Maxime Bernier qui passe aux Affaires étrangères et Josée Verner qui va au Patrimoine. Tous deux du Québec. Ce rebrassage de cartes servira−t−il M. Harper?

Le premier ministre Stephen Harper est catégorique. Même s'il apporte des changements importants à son cabinet, son gouvernement n'a guère l'intention de changer de cap sur des questions telles que la mission canadienne en Afghanistan, la réduction des impôts, la protection de l'environnement ou encore la lutte contre la criminalité.

Le Canada restera donc en Afghanistan au moins jusqu'en février 2009, le gouvernement Harper entend réduire à nouveau les impôts des contribuables dès le prochain budget et le plan de lutte contre les changements climatiques, toujours critiqué par les écologistes, demeurera le même.

Après un an et demi au pouvoir, Stephen Harper a effectué hier son deuxième remaniement ministériel en huit mois. Le remaniement de janvier dernier visait à redorer le blason de son gouvernement au chapitre de la lutte contre les changements climatiques. Le remaniement d'hier visait à donner à son gouvernement de meilleurs communicateurs pour expliquer la mission canadienne en Afghanistan. Ainsi, le premier ministre a décidé de confier à Maxime Bernier l'important ministère des Affaires étrangères au moment même où la majorité des 2300 soldats canadiens en poste à Kandahar, la province la plus dangereuse de l'Afghanistan, proviennent du Royal 22e Régiment de la base militaire de Valcartier.

M. Bernier, qui était ministre de l'Industrie depuis le début du règne des conservateurs, prend ainsi la relève de Peter MacKay à la tête de la diplomatie canadienne. M. MacKay conservera un rôle dans le déploiement de troupes canadiennes à l'étranger puisqu'il est maintenant ministre de la Défense.

A ce titre, M. MacKay, qui est un communicateur habile, succédera à Gordon O'Connor, un général à la retraite qui a souvent mis le gouvernement Harper dans l'embarras en multipliant les déclarations contradictoires sur le travail des soldats canadiens en sol afghan. M. O'Connor a été rétrogradé au poste de ministre du Revenu pour combler le vide laissé par la ministre Carol Skelton, qui n'a pas l'intention de briguer les suffrages aux prochaines élections.

"Toutes les régions jouent un rôle important dans mon gouvernement. Et l'objectif de ce remaniement est de bâtir l'équipe à long terme pour élargir l'expérience de plusieurs ministres d'une manière qui garde la

continuité des activités du gouvernement", a déclaré hier M. Harper en conférence de presse.

"Nous ne sommes pas ici pour annoncer de grands virages, des U−Turn, des agendas qui tombent du ciel. Nous sommes ici pour continuer nos efforts, pour accomplir notre travail, pour atteindre nos objectifs et ajouter une perspective à plus long terme", a ajouté le premier ministre.

Parmi les autres changements apportés hier, la nomination de Josée Verner au ministère du Patrimoine a été particulièrement bien accueillie au Québec. Mme Verner, qui était responsable de l'Agence canadienne de développement international et des langues officielles, prend la relève de Bev Oda, fortement critiquée par les artistes au Québec et les organisateurs de festivals. Mme Oda s'est vu confier les anciennes fonctions de Mme Verner.

Homme de confiance de Stephen Harper, l'Albertain Jim Prentice passe des Affaires indiennes au ministère de l'Industrie; Chuck Strahl, de la Colombie−Britannique, devient ministre des Affaires indiennes après 18 mois à l'Agriculture. Gerry Ritz, ministre d'État responsable de la petite entreprise, originaire de la Saskatchewan, obtient une promotion en passant au ministère de l'Agriculture.

Enfin, pour maintenir le nombre de femmes à la table du cabinet (sept), M. Harper a promu la députée albertaine Diane Ablonczy au poste de secrétaire d'État (Petite entreprise et Tourisme). Elle est la seule députée à être ainsi promue.

Les autres ministres influents du cabinet, soit James Flaherty (Finances), Lawrence Cannon (Transports), Rob Nicholson (Justice), David Emerson (Commerce international), Monte Solberg (Ressources humaines), Stockwell Day (Sécurité publique), Vic Toews (Conseil du Trésor), Tony Clement (Santé), et Michael Fortier (Travaux publics) conservent les mêmes responsabilités.

Les trois partis d'opposition ont immédiatement critiqué ce brassage de cartes du premier ministre. Le chef du Parti libéral, Stéphane Dion, a affirmé que cela n'était qu'un exercice de relations publiques visant à cacher le manque de vision du gouvernement.

"M. Harper ne veut rien changer. Il persiste et signe dans une approche qui est très néfaste pour le Canada. C'est un peu lamentable. () S'ils en sont à leur troisième cabinet, c'est qu'ils n'ont pas fait le travail. Il a changé des ministres par d'autres, mais tous les ministres ont à peu près échoué dans tous les ministères", a déclaré M. Dion hier soir, joint par La Presse à Moncton.

Même son de cloche de la part du chef bloquiste Gilles Duceppe. "Il s'agit de changements cosmétiques. C'est un simple jeu de chaises musicales. On espérait des changements sur des politiques", a dit M. Duceppe.

Pour sa part, le chef du NPD, Jack Layton s'est dit déçu que Stephen Harper se soit limité à modifier les responsabilités de "quelques ministres", au lieu d'imposer un réel changement de cap à son gouvernement.

Les trois hommes ont aussi vertement critiqué le choix de Maxime Bernier comme ministre responsable de la diplomatie. M. Dion a soutenu que le nouveau ministre des Affaires étrangères est un "idéologue de droite très radicale".

"Il a toujours fait preuve de dogmatisme en tant que ministre de l'Industrie. Or, aux affaires étrangères, ça prend de la souplesse et de la diplomatie. Il ne faut pas être carré comme il l'est", a renchéri Gilles Duceppe.

Les trois leaders de l'opposition se sont aussi insurgés contre la décision de M. Harper ne pas confié les dossiers de la francophonie à un ministre distinct au lieu de donner cette tâche à Maxime Bernier. "C'est une insulte à la cause du français.", a affirmé le libéral Stéphane Dion.

D'un remaniement à l'autre

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.15
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A2
COLUMN: Chronique
BYLINE: Marissal, Vincent
WORD COUNT: 896

S'il y a une chose très dure pour l'ego d'un chroniqueur politique, c'est de reculer dans le temps et d'aller relire ses vieux papiers pour réaliser à quel point il est parfois dans le champ.

Voici ce que votre modeste serviteur écrivait en janvier, il y seulement sept mois, à propos du précédent remaniement ministériel de Stephen Harper, celui qui avait amené triomphalement John Baird à l'Environnement à la place de la mal–aimée Rona Ambrose:

"Il est trop tôt pour dire si le remaniement de Stephen Harper produira les fruits politiques espérés, mais il faut tout de même admettre qu'il a atteint son premier but: présenter une image plus attrayante ou moins repoussante, c'est selon, d'un gouvernement qui avait bien besoin d'un petit face lift."

Face lift? Quand on regarde ce qu'il en reste aujourd'hui, on dirait plutôt que ce grand coup de pub n'a été qu'une modeste injection de Botox faite en catastrophe pour cacher les plus gros défauts.

Mieux encore, voici ce que nous écrivions en manchette:

"Stephen Harper entame la deuxième année de son mandat avec un remaniement ministériel qui se veut plus qu'un simple jeu de chaises musicales. Avec la nomination du dynamique John Baird à l'Environnement, le premier ministre annonce déjà ses couleurs pour la prochaine campagne électorale: ce sera l'environnement tous azimuts."

L'environnement, cheval de bataille électoral, vraiment? Qui se souvient seulement du nom de John Baird, ce sauveur vert débarqué à la rescousse du gouvernement?

Voilà bien le problème du gouvernement Harper: les ministres, toujours les mêmes, se promènent souvent autour de la table du Conseil (c'est le troisième cabinet en 18 mois), mais bien peu y ont laissé une trace indélébile. Ou alors ils l'ont fait pour les mauvaises raisons.

On dit souvent que les remaniements visent à donner un nouvel élan à un gouvernement. En fait, ils servent d'abord et avant tout à corriger ce qui cloche: dans le cas présent, Gordon O'Connor à la Défense et Bev Oda au Patrimoine.

M. O'Connor était condamné depuis le printemps dernier. En fait, il a lentement tissé la corde avec laquelle il a fini par se pendre à force de contradictions et de déclarations controversées dans le très délicat dossier de l'Afghanistan. Denis Coderre, le critique libéral en matière de défense, doit être bien triste ce matin d'avoir perdu une si belle cible.

Bev Oda, elle, était condamnée dès le départ. Une unilingue anglophone, conservatrice, qui fuit les tapis rouges et qui boude la communauté artistique Ses chances de survie dans ce milieu étaient minces et elle n'a rien fait pour s'aider non plus.

Stephen Harper a donc senti le besoin, une fois encore, de corriger ce qui cloche. Et rien ne dit qu'il ne devra pas recommencer avant les prochaines élections (surtout si elles ne viennent qu'en 2009). En effet, M. Harper a beau brasser et rebrasser ses trios, on ne voit toujours pas le plan de match. Pour cela, il faudra vraisemblablement attendre le prochain discours du Trône, à la mi−octobre.

Depuis quelques mois déjà, en fait depuis que ce gouvernement a rempli ses cinq promesses de la campagne de 2005, le cabinet Harper tourne en rond. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, le gouvernement Harper souffre parce qu'il dure. Au départ, le stratège Harper avait prévu un plan de gouvernement minoritaire court, soit de 12 à 18 mois. Pas pour deux, voire trois ans. Alors, le premier ministre improvise.

Le pire, c'est qu'il ne peut même pas frapper un grand coup en présentant un remaniement audacieux composé de quelques nouveaux noms parce qu'il n'y en a pas dans son caucus. Stephen Harper est comme Guy Carbonneau: il peut bien brasser ses trios tant qu'il veut pour secouer son équipe, le fait est qu'il lui manquera un Daniel Brière quand sa bande va s'essouffler l'hiver prochain.

Donnons toutefois à Stephen Harper ce qui lui revient. Dans les circonstances, le grand rebrassage d'hier est plutôt réussi. Au sens électoraliste, du moins.

En donnant des promotions aux ministres Maxime Bernier et Josée Verner, il cherche évidemment à séduire l'électorat québécois à un mois de trois élections partielles cruciales au Québec (Outremont, Saint−Hyacinthe et Roberval, le 17 septembre).

La montée fulgurante de Maxime Bernier était attendue à Ottawa, en particulier par les médias du Canada anglais qui ont un faible pour ce jeune ministre présenté déjà comme un futur chef conservateur. Reste que l'atterrissage de ce politicien néophyte (il n'est député que depuis 18 mois) au prestigieux poste des Affaires étrangères a de quoi surprendre. M. Bernier n'a rien cassé à l'Industrie et il compte de nombreux détracteurs au sein de son propre gouvernement.

Vrai, il "passe" bien dans les médias et chez les électeurs conservateurs, mais son inexpérience pourrait lui nuire si ça se met à chauffer aux Communes. Il faut dire que M. Bernier sera bien encadré (pour ne pas dire surveillé) puisque le "vrai" ministre des Affaires étrangères, celui qui sort quand ça compte, c'est le premier ministre lui−même. C'est encore plus vrai avec Stephen Harper, qui a décidé de jouer à fond la carte du rôle du Canada dans le monde. Maxime Bernier risque de ne pas voir beaucoup de glace.

Quant au dossier Afghanistan, il est maintenant entre les mains du nouveau ministre de la Défense, Peter MacKay, qui vient de perdre les Affaires étrangères aux mains de Maxime Bernier. M. Mackay est lui aussi jeune, ambitieux et compétitif. Il sera probablement peu disposé à faire des faveurs à la nouvelle coqueluche de la colline parlementaire.

Courriel Pour joindre notre chroniqueur: vincent.marissal@lapresse.ca

[NOUVEAU CABINET A OTTAWA]

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.08.15
SECTION: Nouvelles générales
PAGE: A2
BYLINE: Péloquin, Tristan; Côté, Émilie; Cloutier, Mario; Croteau,Martin
PHOTO: Pichette, André AFP Reuters PC
WORD COUNT: 1013

Maxime Bernier

(En hausse)

Ministre des Affaires étrangères

Åge: 44 ans

Profession: Avocat et

bachelier en commerce

Circonscription: Beauce

Nombre de mandat: 1

Ancien vice−président de l'Institut économique de Montréal et de la Standard Life, Maxime Bernier a été élu pour la première fois lors des élections fédérales de 2006, qu'il a remportées avec une imposante majorité (67%). Il s'est illustré, à titre de ministre de l'Industrie, pour sa participation à l'entente canado−américaine sur le bois d'oeuvre, survenue après cinq ans de conflit. Il a négocié les termes de l'entente controversée dans sa phase finale, à Washington.

Son père est l'ancien député conservateur Gilles Bernier, qui a porté les couleurs du parti dans la circonscription de la Beauce de 1984 à 1993. Il a ensuite siégé comme indépendant avant d'être nommé ambassadeur du Canada en Haïti par le premier ministre Jean Chrétien. Peu avant les élections, Stephen Harper a d'abord contacté M. Bernier père avant de recruter le fils.

Ex−marathonien, Maxime Bernier est vu par certains comme le dauphin de Stephen Harper. "Il ne parle jamais de cela, mais les gens autour de lui en parlent, affirme son père. Il est bien ami avec les puissants du parti, ajoute−t−il. Mais quoi qu'il en soit, il admire et respecte Stephen Harper, à qui il restera toujours fidèle. Il ne brûlera pas les étapes", assure le père du nouveau ministre des Affaires étrangères.

Malgré ses occupations, Maxime Bernier, qui a été conseiller de l'ancien premier ministre Bernard Landry, fait régulièrement des séances de porte−à−porte dans sa circonscription, le samedi ou le dimanche.

En matière d'économie, il est reconnu pour être un partisan de la non−intervention étatique. Il a à cet égard refusé d'assurer des retombées économiques au Québec lors de l'attribution des contrats d'achat d'avions militaires C−17 à l'américain Boeing. Il est aussi connu pour être très favorable à une plus grande place du privé dans le financement du système de santé. Il a également fait couler beaucoup d'encre en affirmant que les groupes écologistes sont responsables de la flambée des prix du pétrole, parce que la pression qu'ils

exercent sur les pétrolières fait qu'il est "très difficile d'avoir un site et de faire l'exploitation et la transformation" du pétrole.

– Tristan Péloquin

Peter MacKay

(Conserve son rang)

Ministre de la Défense et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada

Âge: 41 ans

Profession: avocat

Circonscription: Nova–Centre, Nouvelle–Écosse

Nombre de mandats: 4

Avocat de formation, Peter MacKay siège à la Chambre des communes depuis juin 1997. En mai 2003, il a succédé à Joe Clark à la tête du Parti progressiste–conservateur. Sept mois plus tard, il a appuyé la fusion avec l'Alliance canadienne, mais il n'a pas brigué la direction du nouveau parti. Après 18 derniers mois passés à la tête de la diplomatie canadienne, le voici muté à la tête d'un autre portefeuille important, celui de la Défense. Aux côtés de son remplaçant, Maxime Bernier, une partie de son mandat sera toujours de vendre la mission canadienne aux Canadiens, plus particulièrement aux Québécois.

– Émilie Côté

Josée Verner

(En hausse)

Ministre du Patrimoine canadien

Âge: 47 ans

Profession: Adjointe exécutive, conseillère politique

Circonscription: Louis–Saint–Laurent

Expérience: 1er mandat

Mariée et mère de trois enfants. Ex–ministre de la Coopération internationale, de la Francophonie et des Langues officielles, Mme Verner a fait carrière en communications et dans le secteur public, notamment au cabinet de Robert Bourassa à Québec. Elle a aussi travaillé au ministère de la Santé et des Services sociaux. En 2004, elle a été nommée porte–parole de l'opposition conservatrice pour le développement économique du Québec et de la francophonie. Elle présidait alors le caucus du Parti conservateur au Québec.

Mario Cloutier

Jim Prentice

(En hausse)

Ministre de l'Industrie

Âge: 51 ans

Profession: avocat, entrepreneur en construction et propriétaire de journal

Circonscription: Calgary−Centre−Nord

Nombre de mandats: 2

Avant sa nomination à l'Industrie, Jim Prentice était titulaire depuis 2006 du portefeuille des Affaires indiennes et du Nord canadien. C'est lui qui a piloté l'entente de 1,4 milliard, signée le mois dernier avec les Cris du Québec. Il a occupé différents postes au PC, dont il est membre depuis 1976. Il s'est mis plusieurs collègues à dos, en 2005, lorsqu'il a voté pour le mariage gai proposé par le gouvernement libéral de Paul Martin. Ce père de trois enfants est né à Timmins, en Ontario. Son père Eric a brièvement joué pour les Maple Leafs de Toronto en 1944.

− Martin Croteau

Bev Oda

(En baisse)

Ministre de la Coopération internationale

Âge: 63 ans

Profession: Experte−conseil en radiodiffusion

Circonscription: Durham, Ontario

Nombre de mandats: 2

Bev Oda a travaillé dans le domaine de la radiodiffusion durant 25 ans, au public comme au privé. Elle a également été commissaire au CRTC de 1987 à 1993. Élue pour une première fois à la Chambre des communes en 2004, Bev Oda était à la tête de Patrimoine Canada depuis sa réélection, en janvier 2006. Unilingue anglophone, perçue comme une mauvaise communicatrice, elle n'avait pas la cote dans le milieu culturel québécois après avoir refusé d'aider le cinéma québécois et tardé à débloquer les 30 millions de dollars promis aux festivals dans le dernier budget. Récemment, elle a toutefois annoncé une augmentation du budget d'aide du Conseil des arts à 181 millions de dollars.

− Émilie Côté

Gordon O'Connor

(En baisse)

Ministre du Revenu

Âge: 68 ans

Profession: Militaire

Circonscription: Carleton−Mississippi Mills, Ontario

Nombre de mandats: 2

Gordon O'Connor a fait carrière dans les Forces armées canadiennes pendant plus de 30 ans. Avant de prendre sa retraite, il était brigadier−général. Élu pour une première fois en juin 2004, il était ministre de la Défense depuis sa réélection, en janvier 2006. A plusieurs reprises, il a mis le gouvernement Harper dans l'embarras en multipliant des déclarations contradictoires sur la mission canadienne en Afghanistan. Sa dernière gaffe est survenue il y a trois semaines. Sur les ondes de CTV, Gordon O'Connor a laissé entendre que les soldats québécois du 22e Régiment, récemment débarqués en Afghanistan, n'étaient que des réservistes. Le chef d'état−major, le général Rick Hillier, a dû rectifier le tir.

− Émilie Côté

Mahmoud Ahmadinejad à Kaboul

DATE: 2007.08.14
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 150

KABOUL (AP) −− Le président iranien Mahmoud Ahmedinejad a effectué mardi sa première visite en Afghanistan, un pays "frère", où il a signé plusieurs accords bilatéraux avec son homologue afghan Hamid Karzaï.

Interrogé sur les accusations de certains responsables occidentaux selon lesquels Téhéran fournirait des armes aux talibans, Mahmoud Ahmadinejad a ri et affirmé que les Etats−Unis ne voulaient pas voir de bonnes relations entre l'Iran et l'Afghanistan.

"Les mêmes allégations sont faites sur l'Irak. Ils disent qu'ils découvrent des armes", a−t−il répondu lors d'une conférence de presse conjointe avec Hamid Karzaï. "Pour quelle raison disent−ils cela? L'Iran est un grand pays. J'ai de sérieux doutes sur cette question".

La visite du président iranien à Kaboul intervient une semaine après que le président américain George W. Bush eut jugé, en marge d'entretiens avec Hamid Karzaï à Camp David aux Etats−Unis, que l'Iran jouait un rôle de déstabilisation en Afghanistan. AP

sb/v332

Le Pakistan célèbre ses 60 ans

DATE: 2007.08.14
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 698

−−Par Sadaqat Jan

MUL101−0813071403

ISLAMABAD (AP) −− Des milliers de drapeaux aux couleurs nationales vert et blanc ont été hissés mardi dans tout le Pakistan, pour célébrer les 60 ans de l'indépendance de la couronne britannique, le 14 août 1947. Mais l'anniversaire, qui sera fêté mercredi en Inde, est assombri par la crise politique que traverse le pays et la violente montée de l'intégrisme islamique.

Le président, le général Pervez Musharraf, et son Premier ministre Shaukat Aziz ont saisi l'occasion pour mettre en avant le rôle international joué par cet Etat musulman et exhorter la population à ne pas céder à l'extrémisme lors des prochaines élections législatives et présidentielle.

"J'appelle tous les citoyens pakistanais à s'impliquer dans le processus électoral et devenir les instruments d'une modération éclairée dans leur pays bien−aimé", a dit Pervez Musharraf, qui briguera un nouveau mandat. Mais le général−président n'a jamais été aussi contesté depuis le putsch de 1999 qui l'a porté au pouvoir. Sa tentative cette année pour limoger un magistrat jugé trop indépendant s'est soldée par des manifestations et des appels à une plus grande démocratie.

De son côté le chef du gouvernement a rappelé mardi la fierté du Pakistan d'être la seule puissance nucléaire musulmane du monde. "Nous ne tolérerons jamais que quiconque regarde d'un mauvais oeil nos atouts nucléaires", a−t−il lancé devant plusieurs centaines de responsables gouvernementaux, diplomates et écoliers à Islamabad. Et, a−t−il prévenu, "nous ne laisserons jamais une puissance étrangère interférer à l'intérieur de nos frontières". Un avertissement apparent aux Etats−Unis, dont certains responsables ont évoqué la possibilité de frappes américaines sur des positions de terroristes au Pakistan.

Les Etats−Unis font de plus en plus pression sur Pervez Musharraf pour que le Pakistan lutte davantage contre les militants liés au réseau terroriste Al−Qaïda et les fondamentalistes talibans actifs dans la région tribale du nord−ouest du pays, à la frontière afghane. Depuis la chute des talibans fin 2001 en Afghanistan et le ralliement d'Islamabad à la guerre contre le terrorisme de Washington, tout le Pakistan connaît une violente poussée fondamentaliste, et attentats−suicide et autres violences ont fait plus de 380 morts depuis début juillet.

A la veille de l'anniversaire de l'indépendance célébré mercredi en Inde, le Pakistan a renvoyé chez eux 134 prisonniers indiens qui avaient franchi illégalement la frontière. L'Inde a fait de même mardi, libérant 70 prisonniers pakistanais. Les frères ennemis d'Asie du Sud ont engagé ces dernières années des négociations destinées à normaliser leurs relations et régler la question de la province himalayenne du Cachemire, à l'origine de deux des trois guerres qu'ils se sont livrées depuis 1947.

Dans la nuit, la population était descendue dans les rues de la capitale, d'ordinaire tranquilles, pour fêter l'indépendance en motos ou voitures ornées du drapeau pakistanais. Des feux d'artifice ont été tirés, bravant les pluies de la mousson. A Karachi, deux femmes ont été tuées par des balles perdues à la suite de tirs lors des célébrations dans la nuit, selon Sarwar Channa, un médecin de l'Hôpital civil de la ville. Dix−neuf

personnes ont été blessées.

Mardi matin au lever du jour, 31 coups de ///canon ///ont été tirés à Islamabad. Toute la pompe militaire a été déployée pour la relève de la garde au mausolée dédié à Mohammed Ali Jinnah, le fondateur du Pakistan, à Karachi. Les cérémonies de lever des couleurs et le tir de 21 coups de canons ont eu lieu également dans les capitales des quatre provinces pakistanaises. Dans tout le pays, rues, façades, voitures et commerces étaient pavoisés.

La reine d'Angleterre Elizabeth II et son Premier ministre Gordon Brown ont adressé des messages de félicitations au général Musharraf et à Shaukat Aziz.

Dans la journée, une minute de silence devait être observée à la mémoire des victimes de la Partition, qui s'est accompagnée d'un déplacement massif de population, et de violences qui firent entre 200.000 et un million de morts selon les estimations. Lui−même né à New Delhi, actuelle capitale de l'Inde, Pervez Musharraf s'est souvenu lundi soir lors d'une émission télévisée du trajet de sa famille vers le Pakistan. "C'était un voyage en train et ma mère s'inquiétait (...) parce qu'on pouvait voir des cadavres sur les quais quand le train s'arrêtait". AP

sb/v232/st

Harper remanie son cabinet pour donner un nouvel élan à son gouvernement

DATE: 2007.08.14
KEYWORDS: POLITIQUE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 799

OTTAWA (PC) _ Stephen Harper a brassé ses cartes et redistribué mardi les responsabilités au sein de son cabinet dans l'espoir de donner un nouvel élan à son équipe qui plafonne dans les sondages, un an et demi après son arrivée au pouvoir.

Un seul nouveau visage a fait son entrée au conseil des ministres, M. Harper préférant miser sur des élus qui détenaient déjà un portefeuille depuis plusieurs mois.

Le premier ministre a affirmé que la nouvelle mouture de son équipe "offrait aux Canadiens un choix clair: le choix entre un leadership fort qui fait progresser le Canada et une opposition faible qui ferait régresser les intérêts des familles et des contribuables".

Aucun de ceux qui siégeaient au cabinet n'en a été exclu, à l'exception de Carol Skelton, qui a laissé savoir au début du mois qu'elle prévoyait quitter la vie politique aux prochaines élections.

Le réalignement témoigne cependant de l'évaluation que le premier ministre a fait du travail de chacun des membres de son équipe. Le Beauceron Maxime Bernier, en qui M. Harper semble avoir de plus en plus confiance, a ainsi été promu aux Affaires étrangères, l'un des postes les plus prestigieux du gouvernement.

"M. Bernier est un jeune ministre qui a une perspective très forte sur des affaires économiques. En même temps, pour le développement du gouvernement et son développement, je pense qu'il mérite un autre défi et j'espère et je pense qu'il va représenter le Canada d'une façon très efficace sur la scène mondiale", a souligné le chef conservateur.

Le Québécois de 44 ans remplace Peter MacKay, qui conservera un pied à l'international puisqu'il hérite de l'important portefeuille de la Défense.

Les deux hommes auront comme principal mandat de "vendre" la mission canadienne en Afghanistan aux Canadiens, et particulièrement aux Québécois, alors que s'amorce le tour de garde à Kandahar du Royal 22e Régiment, basé à Valcartier.

L'ancien militaire Gordon O'Connor, considéré comme l'un des maillons les plus faibles du gouvernement, s'en va au ministère du Revenu. Il s'agit clairement d'une rétrogradation, mais la chute aurait pu être bien plus douloureuse pour celui dont tous les partis d'opposition réclamaient la tête.

La cérémonie d'assermentation qui a eu lieu en après−midi à Rideau Hall, résidence de la gouverneure générale, a aussi confirmé la promotion de la députée de Louis−Saint−Laurent, Josée Verner, qui devient ministre du Patrimoine.

Elle change de place avec Bev Oda, qui a été critiquée pour sa gestion de la crise du Fonds canadien de télévision ainsi que pour celle des festivals et dont l'unilinguisme devenait gênant, à l'approche des célébrations du 400e anniversaire de Québec, en 2008. Le fédéral est très impliqué dans l'organisation de la fête, à laquelle il a déjà octroyé 110 millions $.

Première canadienne d'origine japonaise à devenir ministre, Mme Oda devient donc responsable de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Parmi les autres ministres qui ont un nouvel emploi figurent notamment Jim Prentice, qui prend les rènes à l'Industrie, et Chuck Strahl, qui s'occupera désormais des Affaires indiennes. Gerry Ritz, qui était Secrétaire d'État (Petite Entreprise et Tourisme) devient ministre de l'Agriculture. Sa promotion permet à Diane Ablonczy de faire son entrée au cabinet.

En comptant la leader du gouvernement au Sénat Marjory LeBreton, le nouveau cabinet compte 31 membres, dont sept femmes.

Quelque 60 personnes dont le général Rick Hillier et plusieurs hauts fonctionnaires ont assisté à la cérémonie à Rideau Hall. Le remaniement de mardi _ le deuxième depuis le début de 2007 _ a clairement pour objectif de revigorer le gouvernement conservateur, qui semblait essoufflé au printemps.

Dans une déclaration écrite, le premier ministre a indiqué qu'il entendait passer à "la prochaine phase" de son mandat, "l'étape suivante" au cours de laquelle le gouvernement accordera la priorité à la défense de la souveraineté et à l'unité canadienne, à l'économie _ et notamment à la fiscalité _ à la lutte "vigoureuse" contre le crime ainsi qu'à l'environnement.

D'après des sources, Stephen Harper aurait envie de s'attaquer à des projets de plus longue haleine, dont la réforme de l'économie. C'est pourquoi il aurait confié à ses meilleurs soldats des rôles−clefs.

"J'ai donné de nouvelles fonctions à certains ministres pour la prochaine étape de notre mandat pour élargir leur expérience et pour bâtir l'équipe à plus long terme. Ce sont des gens talentueux en tant qu'individus et groupe. Ils savent prendre position, ils savent où ils vont et ils travaillent fort", a−t−il insisté dans une allocution devant sa résidence officielle.

Les travaux parlementaires devaient normalement reprendre le 17 septembre. On s'attend toutefois à ce que Stephen Harper décide de proroger la session. D'après des sources, il ne convoquerait les élus qu'après les élections provinciales en Ontario, à la mi−octobre, et présenterait alors un nouveau discours du Trône.

D'autre part, la place de choix faite aux ministres du Québec dans la plus récente version du cabinet fédéral démontre l'importance qu'accordent les conservateurs à la province, sans l'appui de laquelle ils ne peuvent espérer obtenir une majorité au prochain scrutin.

Le nombre de ministre québécois est demeuré le même, soit six, mais les responsabilités de certains ont été augmentées considérablement. En comparaison, l'Ontario compte huit ministres, l'Alberta et la Colombie−Britannique cinq et les autres provinces un seul.

Les conservateurs subiront un important test électoral au Québec en septembre, avec les élections complémentaires dans les circonscriptions d'Outremont, St−Hyacinthe−Bagot et Roberval−Lac−Saint−Jean.

FGKAF203−DMK

Un soldat polonais tué en Afghanistan

DATE: 2007.08.14
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 99

VARSOVIE (AP) −− Un officier polonais a été tué mardi lors de l'attaque d'un convoi militaire dans l'est de l'Afghanistan. C'est le premier soldat du contingent polonais qui meurt dans le cadre de la mission dans le pays, selon le ministre polonais de la Défense Aleksander Szczyglo.

Lukasz Kurowski, 28 ans, a été tué lors d'un échange de tirs à 20km au sud−est d'une base militaire à Gardez, a annoncé le ministre sur la chaîne TVN24. La Pologne a déployé 1.200 soldats en Afghanistan au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) de l'OTAN. AP

sb/v531

Afghanistan: les négociations sur les otages sud−coréens se poursuivent par téléphone

DATE: 2007.08.14
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 264

GHAZNI, Afghanistan (AP) −− Au lendemain de la libération de deux femmes par les talibans en Afghanistan, les négociations sur le sort des 19 otages sud−coréens encore détenus se poursuivaient par téléphone entre les fondamentalistes et des responsables sud−coréens. Mais aucune nouvelle négociation directe en face à face n'était prévue pour l'heure, selon le Comité international de la Croix−Rouge (CICR).

Franz Rauchenstein, un responsable du CICR, a expliqué que les responsables étaient prêts à accueillir des nouvelles négociations directes dans les locaux du Croissant rouge afghan à Ghazni mais précisé que pour l'heure, les deux parties étaient en contact par téléphone. Deux responsables talibans et des responsables sud−coréens s'étaient retrouvés vendredi et samedi dans ces locaux.

Lundi, les talibans ont remis à la Croix−Rouge deux otages sud−coréennes sur une route en zone désertique près de Ghazni dans l'est du pays. L'ambassade sud−coréenne a fait savoir que les deux femmes avaient été transférées d'une base américaine vers un lieu sûr "sous nos soins", qu'elles se portaient bien et attendaient un vol de retour "très bientôt". "Elles ont subi des contrôles médicaux et il n'y a rien de grave", a précisé un responsable de l'ambassade.

Les deux femmes, dont les talibans avaient dit qu'elles étaient malades, faisaient partie du groupe de 23 Sud−Coréens, des bénévoles chrétiens, enlevés le 19 juillet par des talibans alors qu'ils voyageaient en car de Kaboul (nord−est) à destination de Kandahar (sud−est). Deux hommes, autres membres de ce groupe, ont été exécutés fin juillet par les ravisseurs. AP

sb/v0393

Les soldats afghans sont trop petits pour manier les fusils canadiens

DATE: 2007.08.14
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 380

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ La petite taille relative des soldats afghans explique en partie les délais de livraison des fusils canadiens d'assaut C−7 à l'armée nationale afghane, a révélé mardi un officier canadien.

"Les Afghans sont plus petits que les Canadiens, alors nous devons raccourcir la crosse (des fusils C−7)", a confié le lieutenant colonel Wayne Eyre, qui vient de terminer un mandat de plusieurs mois à la tête des équipes de liaison et de mentorat opérationnel (ELMO) chargées de former la nouvelle direction de l'Armée nationale afghane (ANA).

Le lieutenant colonel Eyre a rencontré la presse à camp Shiraz, près de la base de Kandahar, à la veille de passer le commandement de l'ELMO à son homologue Stéphane Lafaut, du Royal 22e Régiment.

Le ministère de la Défense s'est engagé, le printemps dernier, à fournir aux troupes afghanes des munitions et des fusils d'assaut C−7 du même type que ceux qu'utilisent les soldats canadiens. Le C−7 est l'équivalent américain du M−16, l'une des armes de combat les plus couramment utilisées par les armées modernes occidentales.

La livraison des C−7 et des munitions est attendue avec impatience par l'Etat major de l'Armée nationale afghane, dont les soldats ne disposent pour la plupart que de vieilles reliques souvent défectueuses de mitraillettes AK−47 remontant à l'ère soviétique ou leurs équivalents chinois et hongrois.

Plus précis, tirant à plus longue portée que les AK−47, les fusils d'assaut C−7 permettront à l'armée afghane d'être plus efficace sur le terrain, a affirmé récemment un haut gradé afghan. Dans un contexte où la Défense nationale canadienne souhaite que les Afghans prennent en charge le plus tôt possible les opérations de combats à la place des Canadiens, le renouvellement de l'arsenal de l'ANA prend une importance particulière.

Mais le processus prend du temps. Le transfert d'armes, qui implique aussi un transfert de technologie, est régie par toutes une série de conventions internationales et la bureaucratie est lourde, a expliqué le lieutenant colonel Stéphane Lafaut. A cela s'ajoute l'adaptation du fusil lui−même, dont la crosse doit être légèrement raccourcie de façon à faciliter son maniement par les soldats afghans, plus petits en moyenne que les Canadiens.

Commandant de brigades, le colonel Abdul Basir, de l'ANA, a dit néanmoins souhaiter mardi la livraison d'un premier stock d'armes "d'ici la fin du mois", de façon à pouvoir initier le plus rapidement possible les recrues afghanes au maniement du nouvel arsenal.

FGMTO89−ms

Afghanistan: les chars Leopard 2 sont attendus dans les prochains jours

DATE: 2007.08.14
KEYWORDS: INTERNATIONAL DÉFENSE
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 552

KANDAHAR, Afghanistan (PC) _ Attendus dans les prochains jours en Afghanistan, les nouveaux tanks empruntés par le Canada à l'Allemagne n'atténueront pas la menace que représentent les bombes artisanales pour la vie des soldats, a convenu mardi un officier canadien.

Les bombes artisanales, où les engins explosifs improvisés (EEI) dans le jargon militaire, sont pourtant la menace que redoutent le plus les soldats canadiens en mission dans la province de Kandahar, la région la plus violente d'Afghanistan. Dissimulées le long des routes, des pistes et des sentiers, en attendant le passage d'un convoi, ces bombes meurtrières ont causé la mort de 18 des 22 soldats canadiens tués dans le pays depuis six mois.

Contre ces machines à tuer artisanales faciles à fabriquer et tant prisées par les talibans, les 20 chars Leopard 2 prêtés par l'Allemagne _ qui remplaceront en Afghanistan les Leopard 1 vieux de 30 ans _ ne seront pas d'un grand secours.

"Ils ne sont pas faits pour ça", a souligné le lieutenant colonel Stéphane Lafaut, qui s'est entretenu avec les journalistes canadiens à camp Shiraz, près de la base de Kandahar, à la veille de son entrée en fonction à titre de commandant des équipes de liaison et de mentorat opérationel (ELMO), chargées de l'entraînement de l'armée nationale afghane (ANA). A ce titre, il succèdera au lieutenant colonel Wayne Eyre.

En avril dernier, lors de l'annonce du renouvellement de la flotte de chars, le ministre de la Défense nationale, Gordon O'Connor, vantait les vertus des Leopard 2, disant qu'ils offraient "une meilleure protection" contre les engins explosifs et les mines.

Or, en Afghanistan, ce ne sont nullement les chars qui sont la cible des poseurs de bombe mais les véhicules de transport des troupes, sur roues, comme les véhicules blindés légers (VBL), les RG−31 et les Bisons.

Les talibans osent rarement s'attaquer aux chars de combat, conscients qu'ils ont peu de chance de percer l'épaisse armure blindée du véhicule à chenilles ou de seulement même le faire basculer.

Selon des données compilées par la Canadian American Strategic Review (CASR), la dernière attaque répertoriée contre un char Leopard en Afghanistan remonte au 10 juillet dernier, lorsque l'explosion d'une bombe artisanale à 25 kilomètres à l'est de Kandahar a blessé deux soldats.

Le lieutenant colonel Lafaut n'en pense pas moins que le déploiement des nouveaux chars est susceptible de faire une "différence" sur le terrain en projetant une image de puissance aux yeux des talibans.

"C'est un outil de plus dans notre coffre d'arsenaux. Cela peut donner une plus grande confiance aux soldats et cela a un effet de choc pour les forces ennemies", a−t−il avancé.

Le premier des 20 chars Leopard 2 prêtés au Canada par l'Allemagne est attendu en Afghanistan d'une journée à l'autre. De l'avis du ministère de la Défense nationale, la nouvelle flotte sera entièrement opérationnelle, prête à être déployée sur le théâtre des opérations.

Suivra par la suite la livraison graduelle d'une centaine de chars de combat principaux Leopard 2 "presque neufs" obtenus des Pays−Bas, qui remplaceront tous les Leopard 1, qui non seulement sont vieillissants mais ne sont pas adaptés non plus aux opérations menées dans des climats chauds. Qui plus est, certaines pièces de rechange du Leopard 1 ne seront plus disponibles d'ici quelques années.

Les chars Leopard 2 ont une puissance de feu nettement supérieure aux Leopard 1, soit 120 mm contre 105 mm.

Selon un dirigeant au ministère de la Défense nationale, les premiers véhicules acquis des Pays−Bas "commenceront à être livrés à l'automne 2008", quelques mois à peine avant que ne prenne fin l'engagement du Canada envers l'Afghanistan, en février 2009.

Le coût total du renouvellement de la flotte est évalué à 650 millions $.

FGMTO202−ms